

La Consolidation de la paix au Liban

Supplément spécial

Publié par le projet " La consolidation de la paix au Liban " du Programme des Nations Unies pour le développement et financé par l'Allemagne, ce supplément est distribué avec les quotidiens an-Nahar dans sa version originale en arabe, et avec le Daily Star et L'Orient-Le Jour dans les versions traduites en anglais et en français.

Ce numéro regroupe les articles d'un certain nombre d'écrivains, de journalistes et de professionnels des médias, de chercheurs et d'artistes.

Il aborde les sujets relatifs à la paix civile et les répercussions de la crise syrienne au Liban et les relations entre les Libanais et les Syriens, dans des approches de fond loin des discours de haine.

Édition N°20, décembre 2018

Quand la vie est triste, un sourire amical peut transformer la douleur en un espoir d'un avenir meilleur - © Illustration par Tony Maalouf



- 03 Nous reviendrons
- 04 Aux yeux du public, la construction de l'Autre dans l'accueil et la perception
- 05 Histoires syriennes à travers la réalité libanaise
- 06 Les stéréotypes dans une société aux appartenances multiples
- 07 La théorie de l'évolution
- 10 Les points communs entre le trafic d'enfants et les risques de l'adoption
- 12 Pour des Syriennes, enfanter dans une station d'attente est hors de question
- 13 Le sport peut-il aider les Libanais à s'unifier ?
- 14 Que les armes restent à leur place

08 - 09

Les séries dramatiques syriennes :
L'espoir au cœur d'une peine
qui défie la guerre et la « menu
monnaie » capitaliste



© Scène de la série Ghadan Naitaqi

L'immobilisme roi

L'État libanais peut désormais se parer du titre peu glorieux de champion toutes catégories du ratage du coche. Les occasions manquées s'égrènent tel un chapelet interminable et plus aucune échéance, qu'elle soit constitutionnelle ou simplement de fonctionnement administratif de base, n'est respectée. À croire que mystérieusement le pays tout entier s'est figé dans l'espace et le temps.

Le Liban a ainsi perdu deux années entières à se trouver un président de la République. Et si des élections législatives ont pu se tenir vaillamment en mai dernier à l'ombre d'une loi électorale bancal, la classe politique n'est toujours pas en mesure de faire éclore un gouvernement. Et quand bien même un cabinet verrait le jour, sa structure même basée sur le consensus permanent en ferait une institution paralysée, incapable de prendre la moindre décision.

Le pays a aussi raté le coche d'une gestion efficace des déchets ménagers. Depuis l'éclatement de la crise il y a deux ans, aucune décision crédible n'a pu être prise en raison des conflits d'intérêt. La seule solution de facilité proposée repose sur les dépotoirs dont on négocie âprement la localisation auprès des chefs communautaires.

Solution de facilité également face à la pénurie d'électricité. Près de 30 ans après la fin de la guerre, le rationnement du courant est toujours pratiqué à grande échelle

et aucune décision n'a été prise concernant l'installation de nouvelles centrales ou mieux encore, l'exploitation des énergies renouvelables (hydraulique, solaire, éolienne). Finalement, un règlement partiel et branlant a été imposé consistant à louer des navires-centrales très polluants, sans même solutionner le problème de fond.

La nonchalance des pouvoirs publics s'est même étendue à la question des réfugiés syriens. Aux lieux que ces derniers soient clairement répertoriés, installés convenablement dans des camps géographiquement bien définis, on a préféré sous-traiter le problème avec les ONG et l'agence de secours de l'ONU. On a parallèlement multiplié les tracasseries administratives à l'encontre des investisseurs et autres Syriens aisés, qui ont préféré aller placer leur argent ailleurs. Bref, d'occasions manquées en solutions de confort et paresse généralisée, la classe politique libanaise étale un tel degré d'immaturation que les Libanais en viennent aujourd'hui à se demander s'il n'est pas indécent de continuer, année après année, à célébrer machinalement l'indépendance de leur pays.

Gaby Nasr

Directeur des éditions spéciales
du quotidien L'Orient-Le Jour

Les interrogations et les peurs sont un devoir humanitaire

Le ministre des Affaires étrangères du Vatican n'a pas annoncé de façon catégorique qu'il n'y aura pas de retour des réfugiés syriens dans leur pays, comme certains voudraient l'expliquer, mais il a déclaré que la communauté internationale n'avait pas l'intention de les ramener dans l'étape actuelle, d'autant plus que l'initiative russe avait échoué et que le Liban ne détient plus que la carte d'un retour timide menée par le directeur général de la Sûreté générale, le général Abbas Ibrahim. Et s'il semble que ce retour est hésitant et timide, il n'en reste pas moins qu'il est le seul possible et disponible actuellement, jusqu'à ce que les conditions régionales soient clarifiées et qu'une partie des obstacles soit surmontés, car le dossier reste plus politique qu'humanitaire.

Cependant les critiques portées par certaines parties libanaises contre les Nations Unies, accusées d'encourager le non-retour des réfugiés syriens sont mal placées. La Sûreté générale, qui coordonne le retour actuellement, fait face à de grandes difficultés qui lui prennent énormément de temps à étudier les cas et sélectionner les noms, afin de ne pas renvoyer des personnes qui pourraient faire face au danger

représenté par le régime de Damas.

C'est ce que font les Nations Unies, quand elles expliquent aux rapatriés les conditions de vie, la disponibilité des éléments vitaux, et déterminent si leur retour se fera dans les mêmes villages et si les maisons ou les abris sont disponibles. Ces questions – et en même temps ces peurs – ne sont que le moindre des devoirs humanitaires pour garantir la vie de ces gens qui, malgré le fardeau qu'ils représentent pour le Liban, ont le droit de vivre dans des conditions humanitaires minimales. Certains d'entre eux n'aspirent peut-être pas à une certaine qualité de vie, mais ils ne réclament pas la mort non plus, ni un deuxième exil au Liban, fuyant un retour sans dignité dans leur pays d'origine. Des conditions au retour sont nécessaires, même si le processus nécessite seulement quelques mois supplémentaires.

Ghassan Hajjar

Rédacteur en chef du quotidien an-Nahar



Ce supplément est publié par le Programme des Nations Unies pour le développement et financé par l'Allemagne. Il est distribué avec les quotidiens an-Nahar dans sa version originale en arabe, et avec le Daily Star et L'Orient-Le Jour dans les versions traduites en anglais et en français.

Nous reviendrons

Nasri Sayegh *

Je rentre au pays. Ses salutations au matin me manquent. Je rêve de m'endormir et de sommeiller sous ses étoiles. J'ai hâte de marcher pieds nus sur son sol et ses plages. De compenser mes années d'absence. Personne n'a idée de mon manque. Je veux embrasser les murs de ma maison. Et la voix étranglée par un sanglot, frapper à sa porte et dire : Me voici de retour, ô pays.

Je suis las de l'exode. Et de ma souffrance. Et la plus laide, celle de sentir que je suis un intrus. L'invité est, en principe, un gêneur ; combien plus quand il est sans abri, sans argent, sans nourriture, sans médicaments, sans même un livre... et sans un sourire ? Mon séjour ou plutôt notre séjour, s'est mué en cauchemar. Ils nous ont privés de nos vrais noms. J'aime bien nos noms. C'est nous, et sans eux, ce n'est pas nous qui reviendrons. Nous sommes devenus des numéros homologués : personnes déplacées. Cela m'humiliait, me privait de mon humanité. J'avais l'impression d'être devenu une chose, de ne plus être un homme. C'était une sorte d'agression.

Une minorité, pourtant, avait compris et su nous traiter ; nous les tourmentés parmi les tourmentés de cette terre livrée à la violence.

Au pays, c'était la grande famille. Où est mon père aujourd'hui ? Et ma mère ? Où sont mes frères ? Où sont-ils tous passés ? Pourquoi suis-je seul ? Je m'interroge dans le silence entendu de celui qui sait. La guerre, par vagues, les a emportés. Il ne reste plus personne pour m'appeler : Mon fils, mon frère, mon tendre appui. Ces noms et ces mots de tendresse, ne sont plus. Nous sommes désormais nus dans un désert humain. Telle est la malédiction des guerres.

Je rentre dans mon pays, d'abord parce que c'est mon pays. Et nul ne peut me le prendre ou m'en dépouiller. Il est à moi depuis ma naissance, et même depuis celle de mes ancêtres. Et il ira à mes enfants. Mon pays est ma mère, et je reviens dans son giron...

Je suis brisé de désir et de nostalgie. Mon absence forcée m'a fatigué, et les errances dans les allées des camps, à la rencontre de la misère et des miséreux. Chaque jour m'était un Golgotha et une douleur continue. Chez nous, je ne pensais jamais à la nourriture. Un peu nous suffisait. Voilà qu'ici, je suis à la recherche de la bouchée, des médicaments, du pain, du livre et des vêtements.

Chez nous, mes rêves compensaient la misère bien réelle. Mon pays, je le rêvais ; je rêvais d'escalader ses montagnes, de dévaler ses pentes, de me dorner au soleil et aux vagues de ses plages. Certes, notre bonheur était petit, mais nos rêves y étaient grands. Des rêves comme ceux de grandir, d'apprendre, d'exceller, d'aimer, d'êtreindre et de donner la vie. Des rêves comme ceux de se spécialiser et de devenir ingénieurs, médecins, avocats, enseignants et administrateurs. Certains d'entre nous allant jusqu'à oser créer un tableau, une sculpture, une œuvre musicale, une poésie, un roman ou une pièce de théâtre. Chez nous, et malgré toutes les difficultés du monde, nous étions des êtres normaux, vivant dans des maisons modestes, ordonnées et affectueuses, aux fenêtres ouvertes au soleil et au vent.

Nous étions des créatures qui trouvaient, se lassaient, s'accrochaient et vivaient véritablement à la sueur de leurs fronts, rêvant avec ardeur de regarder vers l'avant et vers le plus haut. Certes, ce n'était pas sans plaintes parfois. Notre pays est beau, digne et fier de son histoire, mais quelque part il souffrait de paresse politique, d'injustice sociale et d'un manque de liberté. Cependant, l'horizon n'était pas bouché. Nos rêves nous emportaient loin. Ah, que nos rêves étaient beaux et quels cauchemars hors d'eux. Cauchemar de l'itinérance, cauchemar du désespoir et du manque d'horizons, cauchemar de la recherche d'une poignée de billets, d'un peu de nourriture ou d'une prescription

médicale. Cauchemar enfin que de s'en remettre aux naufrageurs, pour traverser des mers qui rejettent vos cadavres sur leurs côtes.

Probablement la pire chose à laquelle s'expose une personne déplacée, c'est de perdre confiance dans l'humanité, n'étaient certaines attentions minimales. Entre le Liban et la Syrie, il y a, en dépit des distances relativement courtes, des années-lumière. Mais le retour, auquel nous songions tous les jours, s'éloignait de nous. Je prenais les nouvelles du drame quotidien de la Syrie, et j'éclatais de rage, je fondais de tristesse et au bout du compte, me taisais. Qu'est-ce qui avaient valu à mon peuple toutes ces guerres ? Quels genres de guerres forment entre elles ces guerres liées ? Combien de pierres ont été pulvérisées ? Combien de maisons se sont rendues et ont été changées en tombes ? Combien de villages ont été rasés ? Combien de terres brûlées ? Combien d'entre nous ont été tués ? Combien de peuples ont été anéantis ? Combien d'êtres humains ont été dispersés dans les tourbillons de la souffrance et de l'attente ?

Il m'est arrivé de douter que je ne rentrerais jamais. Que nous rentrerions. Resterait-il quelque chose vers quoi revenir ? Le tonnerre des armes à feu, des roquettes, des avions, des missiles et des armes prohibées couvrait tout. Je l'ai pleurée et j'en ai souvent fait mon deuil, et j'ai dit : « La Syrie n'est plus ». La Syrie n'est plus la Syrie. Elle est revenue à l'âge de pierre. Son peuple qui était bon et normal est devenu impénétrable, incompréhensible. Criblé de haine. Il s'est dégradé en peuples, en tribus, en discordes. Désormais, la Syrie expulse les pacifiques et accueille les ennemis. Et les ennemis de ses ennemis, les guerres régionales, internationales et internes. La religion a été polluée par la politique et la politique par les armes. Les mots sont morts... Ô mon Dieu ! Quand donc cessera l'hémorragie des peuples et l'exode vers la torture, l'errance, l'humiliation, la mendicité et la mort dans les barques du naufrage collectif... et inévitable. Et outre-mer. Je rentre chez moi. On dit que la situation est meilleure. Je me réveille désormais plus optimiste. Je guette les nouvelles. Et je trouve qu'il y a une petite lueur à l'horizon. Que je trouve considérable. Certes, et souvent, la désillusion a suivi. Les conditions d'un retour ne sont pas encore réunies. Notre charge est devenue trop lourde. On nous fait entendre des mots grossiers et insultants. Il n'y a de dignité que chez soi.

C'est durant mon séjour humiliant dans le camp des déplacés, que j'ai compris que ma maison, que toutes nos maisons s'étaient agenouillées sous leurs décombres. Sans ciel. Sans ciel par-dessus leurs toits. Sans douces

soirées. Instruites uniquement par les vagissements de la négligence. Témoin de l'ère barbare.

Dites, qui a inventé les guerres ? Malheur à lui ! Les guerres sont le péché originel que l'homme a commis, et continue de commettre. Je rentre au pays, demain, après-demain ou le surlendemain. Je suis continuellement de retour. Personne ne peut me dépouiller de mon pays. Oui, les Libanais ont le droit de se plaindre, mais il est de leur devoir fraternel et humain de ménager mes sentiments.

Nous sommes un poids supplémentaire pour eux. Juste. Nous ne l'avons pas choisi. C'était le tribut de la guerre imposé aux pays voisins, et pourtant, je ne nourris aucune rancune envers le Liban. C'est le pays qui m'a accueilli et qui m'a assuré la sécurité. Je ne peux que le remercier et demander pardon pour ce qui lui en a coûté sur les plans de l'économie, de l'environnement et de la sécurité. Je ne m'attends pas à ce qu'il s'excuse parce que certains, chez lui, nous ont blessés. Le pardon mutuel est l'honneur des sages.

Demain, quand je rentrerai dans mon pays, l'un de mes premiers devoirs sera de remercier les institutions humanitaires ; d'être un homme doté de vertus humaines. C'est le moins qu'on puisse faire.

Demain, quand je serai de retour, je ne demanderai pas qui va nous accueillir ? Les gens de mon pays sont des parents et des amis, même si nous sommes différents.

Nous ne sommes pas identiques, comme les dents d'un peigne. Nous ne le serons jamais. La guerre nous a appris ce que veut dire la destruction, le meurtre. La barbarie nous a appris ce qu'est la paix. La paix est notre bannière à venir. Sans la paix vécue, aucun pays ne vaut grand-chose.

La paix soit sur toi, Syrie, et sur tes habitants.

La paix soit sur toi, Liban et sur ton peuple.

Nous reviendrons.

* Écrivain et journaliste

لننسى
وطننا

Aux yeux du public, la construction de l'Autre dans l'accueil et la perception

Rouba el-Hélou*

À l'été de 1860, des milliers de civils ont fui le Mont-Liban pour se rendre à Damas à la suite de l'éclatement à l'époque de la guerre civile. Ces réfugiés ont été protégés et hébergés dans la maison de l'érudite soufi l'émir Abdelkader el-Jazaïri. Hiver 2017 : Cédric Herrou, oléiculteur français originaire de Roya (dans le sud de la France), est jugé pour avoir aidé des migrants et transformé sa ferme en camp de réfugiés.

Dans la mémoire collective et les études historiques sur les migrations, ces deux incidents n'ont rien à voir. Cependant, dans la mémoire culturelle de l'humanité, ces deux hommes ont beaucoup en commun : une empathie personnelle et une solidarité inchangées du 19^{ème} au 21^{ème} siècle, des sommets des Alpes françaises jusqu'aux banlieues de Damas.

Les cas susmentionnés, parmi de nombreux autres récits similaires, sont profondément enracinés dans de nombreuses représentations médiatiques, qui constituent les « premiers brouillons de l'histoire ». Au point de se demander ce qui pousse l'opinion publique aujourd'hui à s'indigner contre les réfugiés. Pourquoi sont-ils décrits comme une menace contre la sécurité nationale, un fardeau pour l'économie et une raison de craindre la pauvreté, le crime et la maladie ?

Dans le passé, la représentation par les médias des problèmes de réfugiés dans les pays fondés sur la primauté du droit et jouissant d'un degré de liberté d'expression relativement élevé avait suscité une sympathie exceptionnelle pour ces déplacés. Cela reposait sur une prise de conscience de la nécessité manifeste de leur porter assistance, alors qu'ils « fuyaient des régimes oppressifs » ou « une violence ethnique, religieuse ou raciste ». Cette attitude se fondait alors sur des traités et accords internationaux. De nos jours, et partout dans le monde, les gens semblent considérer la migration et les réfugiés différemment.

Au Liban, nous sous-estimons assez souvent les assises historiques d'événements tragiques qui se sont déroulés du 19^{ème} siècle à nos jours. Toute analyse des représentations médiatiques doit prendre en compte les nombreux épisodes de migrations et leur impact sur la formation de l'identité de la société libanaise, et des médias en particulier. Il est encore plus important de prendre en compte l'accueil, la perception et l'impact historiques des nombreuses vagues de réfugiés résidant actuellement au Liban. De plus, le déplacement de population à l'intérieur du pays pendant la guerre civile (1975-1990) n'a pas été complètement résolu, presque 30 ans après la fin des combats. Tout cela a contribué, dans le discours des médias, à la construction d'un « Autre » mal représenté, qui ne « nous ressemble pas ». Ce même discours était assez souvent chargé de langage

Depuis 2011, avec l'afflux des réfugiés syriens au Liban, ces expériences passées ainsi que la rhétorique des médias ont eu des conséquences néfastes. Les migrations répétées et les guerres civiles ont toujours un impact sur la couverture médiatique

subjectif plein d'images et de significations latentes, ce qui nous amène à nous demander si les médias façonnent ce discours ou s'il est simplement le résultat d'une réflexion de la société.

L'histoire d'Albert Kouyoumjian, un Arméno-Syrien, en est un exemple remarquable. Pendant la guerre civile libanaise, le père de Kouyoumjian a accueilli ses proches arméno-libanais chez lui à Alep. Aujourd'hui, Albert Kouyoumjian est réfugié au Liban et vit dans un appartement avec ses proches, comme indiqué dans un article publié en 2015 sur un site web arménien intitulé « Entre anticipation et misère : les réfugiés syro-arméniens du Liban ». Selon les mots de Kouyoumjian, le lecteur est clairement en mesure de découvrir les difficultés et les différences entre les Arméniens venant de Syrie et se rendant au Liban. Il dit notamment : « Peut-être qu'ils n'ont pas d'argent maintenant, mais nous ne demandons pas grand-chose. Nous sommes traités comme des étrangers ».

Bien que les Arméniens du Liban représentent l'un des cas d'intégration les plus réussis, peu de gens se rendent compte que les Arméniens sont arrivés au Liban par quatre vagues uniques : à partir de 1915, après le génocide de la Première Guerre mondiale ; le transfèrement des Arméniens d'Alexandrette (Hatay) à Anjar en 1939 ; l'afflux d'Arméniens de Palestine lors de la Nakba en 1948 ; enfin l'arrivée des Syro-Arméniens principalement d'Alep pendant la crise syrienne. L'expérience des Palestiniens, arrivés pour la première fois au Liban en 1948, est similaire. Ils sont restés marginalisés et ont affecté la perception qu'ont les Libanais de la migration et de l'accueil, créant une distinction dominante entre le « bon Arménien » et le « mauvais Palestinien ».

Depuis 2011, avec l'afflux des réfugiés syriens au Liban, ces expériences passées ainsi que la rhétorique des médias ont eu des conséquences néfastes. Les migrations répétées et les guerres civiles ont toujours un impact sur la couverture médiatique. Les histoires négatives abondent, souvent basées sur des sources non-fondées, décrivant les réfugiés syriens comme un fardeau pour l'économie. Selon les chiffres des Nations Unies, les réfugiés syriens dépensent 1,5 milliard de dollars par an en logement, nourriture, vêtements et autres nécessités de base. La plupart des problèmes auxquels le Liban a été confronté au cours de la dernière décennie résultent soit de l'incompétence officielle et d'une absence prolongée de politique de développement de la part du gouvernement, soit de la crise générale dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA), et non du résultat direct de la présence des réfugiés dans un pays spécifique. Plus récemment, des récits liés à des menaces criminelles et terroristes sur la sécurité émanant des camps et des collectivités informelles dispersées dans tout le pays tentent d'aborder la question des réfugiés avec un a priori négatif.

Quelles images a donc laissé la couverture médiatique ? Le discours des médias aliène-t-il symboliquement les réfugiés ? Quel est l'impact des années d'expérience en vagues successives de migrations ? Là encore, nous posons la question récurrente : les médias façonnent-ils la réalité ou en sont-ils le résultat ? La représentation des réfugiés constitue-t-elle un mensonge aux yeux du public libanais ?

Ces réponses auront besoin de davantage de temps pour être développées. Un bon début serait de réfléchir à la manière dont l'exclusion se manifeste dans notre société et dans nos médias, dans les images surreprésentées et sous-représentées qui sont incrustées dans notre psyché, ce qui mène à un « anéantissement symbolique » de tout ce qui ne nous convient pas ou n'est pas « comme nous ». C'est un processus médiatique prolongé. S'il est négligé, il empêchera l'accès à la justice, à la jouissance des droits de l'homme et à la liberté d'expression. Cela créera d'autres strates d'inégalités et l'exclusion sociale de « l'Autre ».

* Doctorante à l'Université d'Erfurt et maître de conférences à l'Université Notre Dame

Histoires syriennes de la réalité libanaise

Hassan Sahili*

En dépit des circonstances difficiles dans lesquelles les activistes et artistes syriens se sont retrouvés au Liban depuis que la guerre a éclaté dans leur pays, ils ont réussi au cours des dernières années d'innombrables réalisations, tant au niveau individuel ou professionnel que dans leur interaction avec les crises sociales qui les entourent. Nous présentons ci-dessous quatre exemples de personnes qui racontent chacune une partie de son parcours depuis qu'elle s'est installée au Liban jusqu'à aujourd'hui. Chacune met en lumière le développement de son vécu et la manière avec laquelle elle a pu s'adapter aux difficultés que les Syriens rencontrent de manière générale au Liban.

Oweiss Moukhallalati

Effectivement, Oweiss Moukhallalati n'est devenu « acteur de télévision » que quelques mois à peine après son départ de Damas et son installation à Beyrouth, où son expérience dans « al-Haybé » lui avait rapidement valu d'être l'un des noms les plus en vue dans les feuilletons télévisés. Mais Oweiss est un brillant acteur de théâtre, même si la télévision lui prend tout son temps aujourd'hui. Au cours de ses études (à l'Institut supérieur des arts dramatiques de Damas), il avait présenté un large éventail d'œuvres sur la scène nationale avec des artistes tels que Fayez Kozk, Ayman Zeidane et d'autres encore. Il avait également participé à deux pièces à Beyrouth (« Fawk al-Siffr » de Oussama Halal, ainsi que « Tachycardia » de Jamil Arachid).

Beyrouth n'était pas une ville étrangère pour Oweiss. Dans le passé, il s'y était rendu des dizaines de fois avant la guerre, dans le but de faire du tourisme ou d'assister à des festivals culturels et théâtraux, et aujourd'hui il connaît son âge d'or dans cette ville.

Il confie au supplément « La consolidation de la paix » : « L'amour que je reçois du public libanais me donne l'énergie et la force nécessaires pour continuer, et c'est une grande responsabilité que je me dois d'assumer ». Je comprends parfaitement les difficultés que connaît actuellement le Liban, et dont pâtit le comédien syrien : le pays est toujours plongé dans les crises et la page de la guerre civile n'a été tournée que depuis peu et elle peut resurgir à tout moment.

Oweiss a participé à plusieurs séries télévisées, telles que al-Arrab, Khamassiyate al-Gharam (Hatem Ali), Halawat Rouh (Chawki al-Majri), ainsi qu'à deux œuvres cinématographiques, « Maureen » (Tony Farjallah) et « Le jour où j'ai perdu mon ombre » (Soudade Kaadan).

Sally Charaf

Sally a dû quitter son université à Damas alors qu'elle était en quatrième année d'architecture, pour se réfugier au Liban, fuyant ainsi les hostilités auxquelles sa famille a été confrontée vers la fin de 2011. Elle a vécu à Zahlé, non loin de camps de réfugiés syriens où elle a été témoin de la mort de certains d'entre eux à cause du froid et des conditions de vie difficiles, ce qui l'a poussée à mettre en place un certain nombre d'initiatives individuelles d'assistance. Celles-ci ont fini par s'organiser dans le cadre d'une structure d'équipes de volontaires, active dans les pays d'accueil, laquelle est devenue par la suite une organisation reconnue internationalement, dotée d'un centre en France et d'un autre en Turquie.

Au cours des dernières années, le travail de Sally s'est diversifié : assurer des cautions médicales à des familles de réfugiés, organiser des sessions de formation aux femmes et aux veuves pour développer leurs aptitudes professionnelles, s'occuper de l'enseignement des réfugiés, gérer et développer les orphelinats, aider les enfants à besoins spéciaux à surmonter les traumatismes et les crises psychologiques.

Pour le moment, Sally Charaf est coordinatrice des projets dans l'organisation « La Maison de la paix », dont l'objectif est de créer des initiatives à l'adresse des Libanais et des Syriens et de changer les stéréotypes et les préjugés des uns à l'égard des autres. Elle vient de terminer des études en architecture d'intérieur à l'AUL (Arts, Sciences and Technology University in Lebanon).

« Avant de venir au Liban, j'avais tout, raconte Sally. Je me souciais peu des problèmes des autres ou de ce qui se déroulait en dehors de la petite bulle dans laquelle je vivais à Damas. Lorsque j'ai tout perdu, j'ai appris à apprécier différemment les choses. J'ai compris que beaucoup n'ont pas les nombreuses opportunités qui m'étaient disponibles, ni même la chance d'avoir une vie digne ». Et d'ajouter : « Je ne pouvais plus supporter de voir mes compatriotes mourir devant mes yeux, au quotidien, dans les camps de la Békaa et de Beyrouth. J'ai compris que chaque personne parmi nous est capable, à travers un acte simple, de changer la vie de plusieurs personnes et qu'un grand nombre d'individus attendent la moindre petite occasion pour sauver leur peau ».



© Photo prise de la page Facebook de Moukhallalati

Soudade Kaadan

Soudade Kaadan entretient avec le Liban une relation étroite, antérieure à la guerre en Syrie. Elle a suivi des études de cinéma à l'Université Saint-Joseph (2004-2007) et a travaillé longtemps sur des projets artistiques avec des Syriens et des Libanais. Son dernier film, « Le jour où j'ai perdu mon ombre », a remporté plusieurs prix internationaux. Les années précédentes, elle avait réalisé deux films documentaires.

Après s'être installée définitivement à Beyrouth en 2012, Soudade Kaadan a décidé d'ouvrir sa propre boîte de production, « K Production ». Elle a réalisé de nombreux projets cinématographiques au Liban, tous axés sur la Syrie, et grâce auxquels elle a découvert un grand nombre de régions libanaises ayant des points communs avec son pays, comme le Akkar, la Békaa, le Hermel et Tripoli, ainsi qu'un certain nombre de quartiers de Beyrouth.

« Lorsque mes amis libanais ont visionné certains de mes films, raconte Soudade, j'ai été surprise de constater qu'il ne connaissaient pas trop les régions où les scènes avaient été filmées. J'ai compris qu'ils avaient tout simplement peur de s'y rendre ! ».

En dépit des problèmes sur lesquels un artiste syrien pourrait buter au cas où il déciderait de réaliser son film au Liban avec un budget modeste, et malgré la discrimination dont il pourrait être victime de manière générale au niveau du marché, Soudade Kaadan a réussi à se lancer depuis le Liban et à réaliser plusieurs projets cinématographiques créatifs qui ont pavé la voie à sa renommée internationale. « Les capacités culturelles et la marge de liberté disponible au Liban et qu'il est impossible de trouver dans d'autres pays arabes, m'ont permis, ajoute-t-elle, d'enrichir mon expérience et de connaître un grand nombre de personnes influentes dans les deux domaines culturel et artistique, qui m'ont aidé à développer et à mûrir mon travail ».



© Julien Chalan

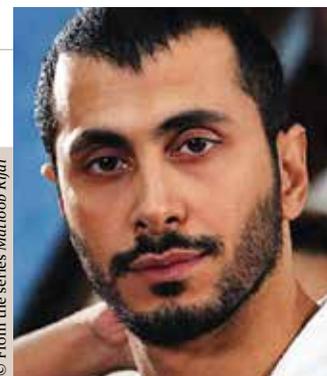
Chadi Mokrech

Depuis 1996, il œuvre dans le domaine du théâtre. Son diplôme en poche après avoir terminé ses études en 2004 à l'Institut supérieur des arts dramatiques, il a contribué à de nombreuses séries télévisées et films cinématographiques avant de revenir au théâtre, une fois réfugié à Beyrouth en 2014.

Il a à son actif plus de 35 spectacles. Chadi Mokrech a mis sa longue expérience dans le théâtre au service d'un projet dramatique interactif intitulé : « Mon imagination est toujours plus grande » (2018). Son but est de développer les capacités de formateurs et d'acteurs de théâtre afin d'aider des enfants libanais et syriens à surmonter les obstacles qui se dressent devant eux, à travers des jeux traditionnels simples et des contes populaires.

Le projet a été clôturé par des spectacles dramatiques interactifs présentés par plus de 150 enfants dans des écoles de Beyrouth et de la Békaa. Chadi aspire aujourd'hui à étendre son projet aux familles pour inclure tous leurs membres et pas seulement les enfants.

Dans une interview au supplément « La consolidation de la paix au Liban », Chadi Mokrech affirme : « Je connais très bien les résidus des souvenirs gardés par les Libanais au sujet des Syriens, ainsi que les stéréotypes et les préjugés négatifs hérités de la période passée et que les deux peuples ont en commun. Mais j'essaie de porter autant que possible un regard objectif sur la crise que nous traversons, dans l'espoir de percer les ténèbres ne serait-ce que par une petite lumière, même si c'est en faisant participer des enfants libanais et syriens au sauvetage d'une princesse de la gueule d'un dragon ».



© From the series Matloob Rijal

Les stéréotypes dans une société aux appartenances multiples

Hani Rustom *

Quand je réfléchis à l'écriture d'un récit sur les stéréotypes dans la société libanaise, ma pensée me mène naturellement vers les stéréotypes dans lesquels on enferme les Syriens au Liban, étant moi-même un Syrien vivant dans ce pays depuis dix ans. Ces dix dernières années, j'ai vécu plusieurs changements d'attitude du public envers les Syriens. Cela a commencé par un rejet presque total de la présence syrienne dans la foulée de l'assassinat de Rafic Hariri.

Jusqu'à cet assassinat, je ne comprenais pas le sens de l'appartenance à un groupe et du rejet que peut lui opposer un autre groupe. Je poursuivais des études dans une université considérée comme l'une des plus ouvertes et des plus progressistes du Liban. Et pourtant un camarade me lance un jour cette petite phrase : « Vous avez tué Rafic Hariri, pourquoi ne vous en allez-vous pas ? ». Je n'ai pas su quoi répondre ! « Nous », c'est qui ? Et pourquoi aurions-nous tué Rafic Hariri ? Pourquoi dois-je quitter le Liban que je considère comme mon second pays, non seulement parce que j'y réside, mais aussi parce que la moitié de ma famille est de nationalité libanaise et vit ici ?

Et pourtant, cette image devait bientôt se métamorphoser et donner à ma communauté un regain de popularité dû au début de la révolution syrienne. Je suis passé alors du jeune homme qui craignait de parler en public de peur de révéler son identité, à quelqu'un qui glisse volontairement des mots dévoilant ses origines syriennes. Puis ce fut le tour d'un nouveau revirement : je me trouvais une fois de plus confronté à mon appartenance à un groupe qui représente un lourd fardeau pour la société libanaise dans tous les sens du terme. Tant et si bien que je suis pris dans le cercle vicieux du rejet et de l'acceptation.

Je peux aujourd'hui affirmer que je suis un homme aux appartenances multiples. Je suis à la recherche de la sécurité dans un pays dont les citoyens ne se sentent pas en sécurité. Comment puis-je clamer une seule appartenance au sein d'un pays entouré de nations en guerre et divisé sur fond de discorde politique et confessionnelle ? Comment saurais-je porter un short à Beyrouth et éviter de le faire à Tripoli ? Comment puis-je ne pas m'inscrire à des cours de français en vue d'apprendre les rudiments de cette langue, dans une ville où je n'aurai jamais ma place si je ne salue pas le chauffeur de taxi à Achrafieh par « bonjour » ? Dans une ville où je cache ma carte d'identité syrienne aux barrages de sécurité, ne présentant que ma carte d'étudiant à l'Université Saint Joseph ? Comment ne pas réfléchir chaque matin au déroulement de ma journée et à mon comportement entre deux villes que tout oppose ? Beaucoup de questions se bousculent dans ma tête, dont la première est : qui suis-je ?

Je suis un être humain vivant sur la planète Terre, au Moyen-Orient, issu d'une famille musulmane sunnite, de sexe masculin, petit de taille aux cheveux noirs et avec un grain de beauté sur la joue gauche.

Je suis un réfugié qui a fui son pays pour priver un Libanais de son travail. Je suis celui qui épousera bientôt une Libanaise, et empêchera quelqu'un d'autre d'avoir sa chance au mariage. Je suis celui qui fragilise l'économie d'un pays auquel appartient la moitié de ma famille. Je suis le vandale qui détruit son pays, puis cherche à détruire le Liban. Je suis le sunnite adepte de Daech qui coupe des

têtes et anéantit des civilisations. Je suis le monstre infernal qui viole les femmes dans ce pays avant de les abandonner sans pitié.

Je suis un homme qui vit sur la planète Liban, porteur de la nationalité syrienne, issu d'un pays en guerre. Je me suis enfui laissant tout derrière moi pour sauver ma peau. J'ai perdu mes dix cousins dans les prisons et au combat. Je n'ai pas assisté à leurs funérailles ni pleuré sur leurs tombes. Je suis celui qui a perdu son ami d'enfance noyé, alors qu'il tentait de fuir la machine de guerre en Syrie, et qui n'a pu sortir son corps de l'eau que dix jours plus tard de peur des snipers syriens. Je rêve de lui depuis sept ans, comme si sa mort remontait à la veille. Je suis l'enfant qu'on a privé depuis dix ans de dormir dans son lit, de boire le lait provenant de la vache de sa grand-mère ou de donner à manger à l'âne de son voisin. Je suis cette photo de moi à cinq ans que m'a envoyée ma mère, assis sur les genoux d'un ami de la famille enlevé depuis sept ans sur un barrage à Homs, et dont on attend des nouvelles jusqu'à aujourd'hui. Je suis la lettre qui m'est parvenue aujourd'hui de mon père, me disant que je manque à la famille.

Je suis tout ce qui précède et je ne suis rien de ce qui me précède.

Je suis le psychologue qui travaille depuis sept ans dans le domaine psycho-social au Liban, et qui tente de comprendre les causes des conflits et des guerres, abstraction faite des identités. J'essaie de comprendre les stéréotypes dans la société libanaise. Qu'est-ce qui peut pousser l'être humain à limiter les autres à un genre donné ? Ou à les classer suivant leur langue, leur couleur de peau, leur origine ethnique, leurs expériences passées ? Le stéréotypage est lié essentiellement à la volonté des individus de diviser le monde en groupes distincts. Il est rassurant pour l'être humain de voir un monde où tous les groupes humains sont classés suivant des caractéristiques qui leur sont propres, et pas seulement géographiques.

La propension des êtres humains au stéréotypage résulte d'acquis sociaux et éducatifs que les enfants héritent de leurs parents, quand ceux-ci préfèrent tels amis à tels autres. Quand une mère demande à son enfant de ne pas jouer avec untel, mais de lui préférer un autre camarade qui lui convient davantage. Même l'école divise les enfants

entre doués et moins doués, plaçant le bon élève au premier banc et le paresseux à l'arrière. Jusqu'aux médias qui parlent tous les jours de l'Autre qui constitue une menace de mort. De plus, la présence au sein d'un groupe ayant sa structure particulière facilite le comportement envers d'autres individus. On ne peut se comporter avec chaque individu séparément, alors qu'on rencontre des dizaines de personnes chaque jour : il est beaucoup plus aisé de traiter, à titre d'exemple, avec celui qui a l'accent syrien tout simplement en tant que Syrien, sans s'attarder sur son vécu et sur ce qui l'a aidé à se constituer une identité propre.

Quand on parle de stéréotypes dans une société, il vaut mieux observer cette société de l'intérieur afin de mieux comprendre le mécanisme à travers lequel elle gère les stéréotypes dans lesquels les autres l'enferment, tout comme ceux qu'elle impose aux autres. En d'autres termes, quand la communauté syrienne au Liban se heurte à des violences verbales ou psychologiques, ou s'ancre au stéréotypage constant, ses membres se sentent en danger par rapport à l'Autre. L'Autre qui leur fait face, qui est l'hôte, qui ne comprend pas la souffrance, qui n'a pas connu l'exil... Tout cela les accule à s'inventer une entité qui ressemble à l'image que leur reflète cet Autre. Et cela se développe souvent dans la formation de groupes qui se dessinent des frontières spatiales et temporelles, qu'elles soient géographiques ou virtuelles.

À titre d'exemple, une simple recherche sur Facebook suffit à démontrer que les Syriens au Liban se rassemblent en groupes : on trouve ainsi des dizaines de pages comme la Ligue des étudiants syriens au Liban, ou la Ligue des ulémas islamiques au Liban, etc. Chacune de ces ligues apporte à ses adhérents une appartenance donnée et une pensée bien déterminée. Les membres se regroupent autour d'un besoin psychologique urgent de se retrouver en lieu sûr, qui leur redonne la satisfaction personnelle qu'ils auraient perdue à l'extérieur.

Enfin, le besoin que ressent l'être humain d'appartenir à un groupe est un besoin naturel, du fait que l'homme est un animal social ayant des désirs et des besoins qu'il veut partager avec des individus qui lui ressemblent. Toutefois, poussée à l'extrême, cette tendance peut devenir destructrice, poussant au rejet de l'autre perçu comme persécuteur, avec lequel il est impossible de partager un même espace. Je ne sais si l'on peut modifier cette réalité facilement. Mais il ne fait pas de doute que la compassion humaine, la miséricorde et la compréhension constituent une formule magique qui pourrait bien changer le monde.

Le besoin que ressent l'être humain d'appartenir à un groupe est un besoin naturel, du fait que l'homme est un animal social ayant des désirs et des besoins qu'il veut partager avec des individus qui lui ressemblent

La théorie de l'évolution

Madona Adib*

Je suis revenue à Beyrouth il y a trois ans. Je me souviens de l'étonnement de mes proches à ce moment-là. Tous disaient : « Comment peut-on quitter Montréal et venir s'installer à Beyrouth ? ». Pourtant, je pensais à l'époque que Beyrouth était la ville de mes rêves et que ce qui me manquait c'est ce mélange entre l'Orient et l'Occident.

Je suis arrivée au Liban en pleine période de ce qu'on appelait le mouvement de la société civile. Un jour, un de mes amis militant m'a proposé de participer à une des manifestations. Je souhaitais le faire, mais j'ai hésité au début. J'ai commencé par me rappeler les débuts de la révolution syrienne lorsque certaines personnes disaient que les Palestiniens résidents en Syrie n'avaient pas le droit de participer aux rassemblements, car ils ne sont pas Syriens. A mon avis, c'était odieux de dire cela car qui d'autre a plus le droit de manifester que les résidents d'un pays ?

J'ai donc demandé à mes amis si ma participation était acceptable et ils m'ont répondu sans hésitation : « Bien sûr. Vous avez ce droit, puisque vous vivez ici ». A ce moment, j'étais convaincue que Beyrouth était la plus belle ville du monde et je m'interrogeais de savoir qui étaient ceux qui disaient que le peuple libanais est raciste ? J'ai participé à la manifestation pour deux raisons : d'abord parce que je me sentais concernée par cette cause et ensuite pour voir une « manifestation normale », c'est-à-dire sans violence et pour être plus précise, sans balles réelles tirées sur les manifestants. Je suis donc arrivée au lieu de la manif, dans le centre-ville de Beyrouth. J'ai été stupéfaite de voir les jeunes, garçons et filles, le visage badigeonné aux couleurs du drapeau libanais, vêtus de shorts et de mini-jupes. J'en ai eu les larmes aux yeux. Bien entendu, ce n'était pas les vêtements des manifestants qui m'interpellaient, mais personnellement je considérais que les habits adéquats pour participer à une manifestation devraient être larges et pratiques pour permettre de courir vite et de ne pas être altérés si on devait se retrouver à terre.

A ce moment, je me suis dit que oui, je veux rester dans cette ville. Quelques mois plus tard, je me baladais dans un centre commercial. Alors qu'un pantalon m'avait plu et que je cherchais un modèle à ma taille, une vendeuse s'est approchée de moi : « Puis-je vous aider Madame, m'a-t-elle demandé ? J'ai répondu : Oui s'il vous plaît, pouvez-vous me donner ma taille de cette pièce et de telle autre ? La vendeuse répliqua aussitôt : « Ah vous n'aviez pourtant pas l'air d'être Syrienne ! » Ce qui m'a poussé à lui répondre : « Et de quoi ont donc l'air les Syriennes ? ».

Il y a eu ensuite un silence lourd, suivi de tentatives bizarres de la part de la vendeuse de se justifier. Mais je n'ai pas voulu l'entendre. La seule chose qui m'est revenue à l'esprit, c'est une leçon d'histoire qui disait : le Grand Liban a été proclamé en 1920 et la République libanaise est née en 1926. Donc, selon la théorie de l'évolution, il ne s'est pas passé suffisamment de temps pour que l'homme syrien devienne trop



© « Pack your bag little girl, it's time to go ». - Artiste: Tamara Qaddoumi
Director Pablo Lozano for Tic Motion Studio

différent de l'homme libanais.

Je suis sortie de la boutique très énervée. Je suis montée dans ma voiture et suis allée à Hamra. Comme je ne connaissais pas bien les routes, je me suis arrêtée à un feu, me demandant s'il est possible de prendre cette rue ou s'il s'agit d'un sens interdit. Pendant ce moment d'hésitation, une femme qui traversait s'est arrêtée devant moi et m'a lancé : « Regarde devant toi, imbécile ! ». Puis elle s'est arrêtée devant ma fenêtre et a hurlé : « Rentre dans ton pays ! ». Je suis restée sans voix. Puis, je me suis rappelée que je conduisais la voiture de mon père qui avait une plaque d'immatriculation syrienne. En voyant Damas sur la plaque d'immatriculation, la femme a donc immédiatement su que j'étais « une imbécile ».

Le racisme à l'envers

- Hé, d'où venez-vous et d'où vient cet accent ?

- Je viens de Syrie.

- Pas possible ! J'aime beaucoup les Syriens, ce sont les meilleurs gens !

En mon for intérieur, j'ai pensé que je connais des Syriens qui sont insupportables !

Le racisme au quotidien

J'étais assise dans un bar et pendant que je parlais à un homme parmi les présents, il a décelé mon accent – qui est très perceptible – et a compris que je venais de Syrie. Il s'est alors approché de moi, m'a regardé dans les yeux et m'a lancé : « Chlonik ? Je sais bien parler syrien mou ? ». Il s'attendait à me voir éclater de rire, alors que je me disais : mais pourquoi crie-t-il comme cela ? Je me disais aussi à l'intérieur de moi-même : « Écoute-moi bien, est-ce que je parle comme cela ? Et si je ne le fais pas, pourquoi le fais-tu alors ? C'est quoi ces cris ? ».

Je me suis dit aussi : « Il n'y a rien qui s'appelle "accent syrien". La Syrie est un grand pays et chaque région possède l'accent qui lui est propre. Ce que tu as fait

est une tentative malheureuse d'imiter l'accent damascène... ».

Souvent, j'entends des clichés du genre : « Les Syriens ont détruit le Liban. Ils ont pris nos emplois, notre électricité, notre eau, etc. Et puis soudain, celui qui tient de tels propos se souvient que je suis Syrienne. Il me regarde alors et me lance, dans un souci de me faire un compliment : « Mais vous, vous n'êtes pas comme eux. Vous ne leur ressemblez pas ! ». Cette phrase me met en colère, tant elle me paraît stupide. Je réponds : « A qui je ne ressemble pas ? Mais je suis eux. De qui parles-tu donc ? ». Après plusieurs mois vient le moment fatidique. Nous avons décidé mes amies et moi de passer une journée au bord de la piscine à Broumana, chez une de nos amies. Nous n'avions toutefois pas prévu tout ce bruit autour de nous, venu d'un chantier en face de la maison. Vers la fin de la journée, l'une d'entre nous décide de se baigner nue. Une autre amie me dit, en regardant vers l'immeuble en construction : « Cela fera plaisir aux Syriens ! ». Au début je n'ai pas compris l'allusion et je me suis demandée comment elle pouvait savoir que les habitants de l'immeuble sont Syriens puisqu'il n'est pas encore achevé. Puis cela a fait tilt dans mon esprit. Je lui ai rétorqué : « Tu veux dire les ouvriers ? ». J'ai alors vu dans son regard comme un sentiment de honte et de peur, comme si elle était elle-même surprise par ce qu'elle avait dit et par cet amalgame entre la nationalité et le travail. Je ne comprends pas comment on peut en arriver là. En Syrie, il y a des médecins, des avocats et des ouvriers. Pour nous Syriens, l'ouvrier est un ouvrier, ce n'est pas un Syrien ! Mais c'est un peu plus tard que je devais avoir le choc de ma vie.

Nous étions au domicile d'un ami. Une copine me demande : « As-tu vu le documentaire sur la guerre civile libanaise ? ». J'ai répondu par la négative et elle m'a alors dit : « Tu devrais le voir. Tu comprendrais alors la raison politique du racisme des Libanais à l'égard des Syriens ».

« Je la connais déjà », lui ai-je répondu. « Ah bon ?, rétorque-t-elle. Moi, je ne la connaissais pas. Je croyais que ce racisme était dû au fait que les Syriens sont bronzés et moches ». Je n'ai pas pu m'empêcher de lui lancer : « Et vous alors, vous vous sentez plus clairs sans doute ? ». Elle était visiblement embarrassée et s'est confondue en excuses. Je me suis ensuite demandé au fond de moi-même ce que signifiait le mot « bronzé » : sale, brun, peau sombre ou autre chose ?

Naturellement, tout ce qui précède est inacceptable. Mon amie a poursuivi ses explications. Je les connaissais d'avance, mais ce jour-là, mon problème était dans l'usage abusif des mots.

Une amie de ses parents qui suivait notre conversation intervint alors : « Non, le Syrien, on ne peut pas l'identifier d'après son apparence ».

Je tiens à faire remarquer que déjà le terme « le Syrien » donne l'impression qu'il appartient à une race différente. Comme si on entendait une émission de la chaîne National Geographic, nous expliquer les ours Pandas.

L'amie des parents poursuit son exposé en disant : « Le Syrien est reconnaissable à son odeur ». Je réponds aussitôt presque en criant : « A son odeur ? ». Elle se rend compte alors que ce qu'elle a dit est inacceptable et tente d'arranger les choses : « Oui, c'est normal, à cause sans doute des épices qu'ils utilisent dans leurs plats ».

Observons donc une minute de silence, en signe de deuil pour la mort de la culture politique, sociale, géographique et historique dans la région !

Puis j'ai dit : « De quelles épices parlez-vous ? Nous avons la même cuisine ! ». Puis j'ai tenté d'expliquer un peu l'histoire de la région et la séparation entre le Liban et la Syrie. Mais elle n'a pas voulu écouter ou alors elle n'a pas compris. Et elle a poursuivi sur sa lancée : « Chaque peuple a une odeur particulière. C'est normal ».

A ce moment-là, j'ai perdu les nerfs. Je me suis dit qu'elle doit se taire immédiatement sinon la situation allait dégénérer. J'ai essayé d'expliquer qu'on ne peut pas confondre la nationalité avec d'autres données. J'ai senti aussi qu'elle devait me présenter des excuses. Ce qu'elle a finalement fait, mais à sa manière : « Désolée, la vérité blesse ».

A partir de là, j'ai totalement perdu espoir. Dans un pays où les professions sont distribuées selon les nationalités et où les lois ne permettent aux Syriens que d'être des ouvriers du bâtiment, travaillant dans des circonstances difficiles, sous un soleil de plomb qui rend leur peau bronzée... Il est clair que les Syriens ne pouvaient sentir le Bleu de Chanel.

Les séries dramatiques syriennes

L'espoir au cœur d'une peine qui défie la guerre et la « menue monnaie » capitaliste

Maher el-Khechen*

« Alors quoi ? Nous devons nous complaire dans notre peine ? Nous devons vivre, nous ne devons pas nous fâcher... Tout ce qui vient de Dieu est bon ». C'est en ces termes que Wardé (dont le rôle a été joué par Carisse Bachar) reconforte sa voisine, Oum Abdo, avant d'éclater en sanglots. « Oum Abdo, je suffoque, je suffoque ». Wardé pleure les souffrances de la guerre syrienne dans la série dramatique « Ghadan Naltaki » (Demain nous nous retrouverons), une œuvre écrite par Ayad Aboul Chamate et Rami Hanna, mise en scène par ce dernier. Elle pleure son exode ; elle rit et pleure ; elle souffre et se rappelle la guerre ; elle aime sincèrement ; elle rougit et danse. Wardé est l'incarnation de cette peine gracieuse et de la souffrance auxquelles les Syriens sont confrontés à cause de la guerre. Ses yeux au regard sincère sont ceux d'une rêveuse, « amoureuse de l'amour ». C'est ainsi que la série (2015) témoigne de la guerre, de ses tragédies et de ses répercussions. Dans chaque demeure à la porte de laquelle elle a frappé, la guerre syrienne a laissé derrière elle son lot de pertes, de mort, de souffrances, d'exode et de douleurs...

La production de drames télévisés a elle aussi eu sa part de la tragédie découlant de la guerre en Syrie. Elle en a été affectée partout où ses artisans se sont réfugiés, et s'est enlisée dans une sorte de torpeur qui perdure, en dépit de tentatives menées ici et là pour l'en tirer. Cette situation n'avait rien de surprenant et ne devrait pas nous pousser à dénoncer ou à proclamer la mort de cette industrie. Cette production a eu tout naturellement son lot de « la peine syrienne » et de l'épuisement de sept années de guerre. Elle mérite bien qu'on attende son retour, tout comme nous attendions ses séries, sans l'accabler par des jugements et sans « faire la leçon » à ses artistes, en espérant qu'elle se débarrassera de sa peine et du capital qui en profite.

En dépit de toutes les tragédies, rien n'attire les hommes d'affaires en Syrie et ailleurs que le capital et les moyens de l'investir. En définitive, la guerre – avec son lot de dislocation, d'exode et de destruction – s'avère être un espace dans lequel les hommes d'affaires peuvent compléter les œuvres de leurs prédécesseurs ou profiter du trébuchement de la production dramatique syrienne. Dans ce contexte, Ayad Aboul Chamate, acteur syrien et auteur des deux séries « Ghadan Naltaki » et « Tango » affirme que les décideurs dans le domaine de la production syrienne télévisée sont des gens qui n'ont rien à voir avec la profession et qui ignorent ses besoins réels. Cela n'a rien d'étonnant somme toute sur la scène où se déroule une bataille matérielle dont l'objectif est de contrôler un nouveau marché.

Les producteurs des drames syriens sont pour le moment des hommes d'affaires et des politiciens qui contrôlent les séries – donc d'office leur contenu – en tant que bien qui se vend et qui s'achète et qui est soumis aux caprices du marché et non de l'art. Ceci est assez courant dans chaque secteur de production, même artistique. En effet, au cours des dernières décennies du siècle passé, le secteur privé avait commencé à faire son entrée dans le domaine de la production dramatique télévisée. Les boîtes de production appartenaient à des amis ou à des proches du gouvernement syrien.

Ce qui est aujourd'hui différent, c'est qu'après les événements de 2011 et le départ d'un grand nombre d'acteurs, de réalisateurs, d'auteurs et même de producteurs vers des villes proches ou européennes, le nombre de petites ou de moyennes sociétés de production a augmenté, sous prétexte de vouloir tirer l'industrie des séries dramatiques télévisées de l'impasse et de la soutenir afin qu'elle retrouve son rayonnement d'antan. En contrepartie, de grandes sociétés de production ont dû mettre la clé sous la porte. « Je suis à la base un homme d'affaires... La production de séries télévisées fait partie de



© Scène de la série Ghadan Naltaki

mes domaines de compétence. Nous devons être présents sur le marché pour que la production de séries dramatiques syriennes retrouve son rayonnement ». C'est en ces termes que l'homme d'affaires, Rida el-Halabi se présente et explique son retour à cette production, à travers sa boîte, « Cut Art Production » qui a produit la série « Hawa Asfar » (Vent jaune). Produire des drames télévisés « fait partie de mes hobbies », ajoute M. Halabi au terme d'une conférence de presse au cours de laquelle il avait lancé « Hawa Asfar » qu'il n'avait cependant pas réussi à distribuer et à diffuser durant le mois de Ramadan dernier, en dépit de la présence d'acteurs libanais (Youssef el-Khal et Fady Ibrahim) aux côtés de Soulaf Fawakharji, Waël Charaf et Fady Sbeih. Le lancement de nouvelles boîtes de production est devenu commun, mais sans qu'aucune ne réussisse à s'affirmer. C'est ainsi qu'est apparue la société « Imar el-Cham », fondée en 2016 sous la direction de Bassam Zeytoun, membre fondateur de deux compagnies d'ingénierie et d'immobilier et membre du conseil d'administration de la Banque internationale islamique de Syrie. Selon lui, cette boîte a été fondée pour restituer aux séries dramatiques syriennes leur « éclat ». La compagnie a ouvert sa propre chaîne, « Lana » (Les nôtres), sur laquelle elle a diffusé sa dernière série, « Al-Waq Waq » (du nom d'îles fictives)

ainsi que d'autres. La chaîne appartient à un homme d'affaires syrien, Samer Faouz, qui a ses connaissances dans le monde politique et qui s'est introduit en force dans celui du commerce, à travers d'importantes acquisitions en Syrie et ailleurs.

La compagnie de production « Sama el-Fann international » a été fondée en 2012 par l'homme d'affaires et député Mohammad Hamcho, au cœur de plusieurs affaires politiques, sans qu'il ne soit proche du monde de la production de séries télévisées, que ce soit en tant que profession ou art. Mohammad Kabnad, directeur de la compagnie « Kabnad pour la production et la distribution artistique » (fondée en 2007) est à son tour un homme d'affaires et député au Parlement syrien. Une autre société, « Maestro pour la production artistique » a été fondée l'an dernier sous la direction de l'ingénieur Azzam Aliane (également au cœur d'affaires politiques), en plus de plusieurs autres, établies récemment, et dont la plupart n'ont pas plus d'une seule série à leur actif.

La majorité des boîtes de production de séries dramatiques syriennes, dont le nombre a sensiblement augmenté récemment, appartiennent donc à des hommes d'affaires et des politiciens, qui affirment publiquement vouloir « rétablir le rayonnement de cette industrie », alors qu'en fait ils n'escomptent que davantage

de gains financiers et une consolidation de leur pouvoir politique personnel ou de celui du régime qu'ils suivent. « Les séries dramatiques sont en train d'être travaillées avec de la menue monnaie ». C'est ainsi qu'Aboul Chamate présente l'état actuel de cette industrie. En dehors de la Syrie, certaines boîtes ouvrent à travers leurs bureaux, soit à Beyrouth, soit aux Émirats arabes unis, à produire des séries destinées à être commercialisées à l'étranger.

Les séries dramatiques syriennes ont été épuisées durant le mois de Ramadan, tout comme la guerre les a épuisées, les plongeant davantage dans une spirale d'intérêts matériels (l'offre et la demande), et dans une sorte de course quantitative et non pas qualitative. Résultat : l'état s'est resserré autour d'elles. Il est très dur d'avoir à accepter la condition imposée par un producteur qui veut qu'une série de trente épisodes soit filmée en 60 ou 70 jours, selon Aboul Chamate. Pour lui, cette condition « est préjudiciable à la production et à l'opération artistique dans son ensemble. Ce qui était valable avant 2010 pour les besoins de la concurrence, ne l'est plus aujourd'hui que difficilement, surtout que les choix qui s'offrent aux téléspectateurs se sont multipliés et que la majorité d'entre eux regardent aujourd'hui Netflix ».

Préparer rapidement des séries pour pouvoir se joindre à « la course du Ramadan » dévalorise l'œuvre artistique syrienne. La plupart de ces séries se retrouvent ainsi en dehors de cette course, quelques semaines avant le début du mois de jeûne, comme cela a été le cas pour « Hawa Asfar » et d'autres séries. Certaines ont été ajournées depuis l'an dernier, à l'instar de la série « Coma » ou encore de « Psycho », avec dans le rôle principal, Amal Arfa, également coproductrice de la série. Pris sous un angle strictement matériel, un mécanisme rapide de préparation de l'œuvre dramatique prévoit l'achat d'une histoire qui est produite avec le concours d'acteurs célèbres ou de figures « connues ». Sauf que le produit est le plus souvent mauvais au plan artistique.

Les chaînes de télévisées ont à leur tour exploité la crise dans laquelle les téléséries dramatiques sont tombées. Celles-ci se sont mises à poser des conditions pour accepter certaines séries ou refusaient de diffuser telle ou telle autre lorsqu'il s'agissait d'une œuvre syrienne à part entière. Si l'une d'elles acceptait la diffusion de séries syriennes, « elle disait préférer que les œuvres ne soient pas trop réalistes ou qu'elles n'abordent pas la guerre », comme l'explique Aboul Chamate. Ce dernier fait état ainsi de « tentatives d'ôter au contenu des œuvres dramatiques toute consistance » et d'une « entente apparemment implicite entre le marché et les chaînes de télévision, pour rejeter les œuvres sérieuses et requérir ce qui

est de nature à divertir les téléspectateurs ». « C'est ce qui nous a été imposé, à nous qui travaillons dans ce métier. Soit nous réagissons favorablement aux demandes du marché, soit nous changeons de profession », ajoute-t-il.

La Syrie n'a pas un marché qui lui est propre pour les téléseries, ce qui fait qu'elle a besoin des chaînes de télévision étrangères. Sauf que la politique s'est tout naturellement greffée sur le problème de la diffusion de séries syriennes dans le monde arabe, surtout après la guerre. Les chaînes de télévision des pays du Golfe ont renoncé à les présenter. Une position qui est en fait une réponse politique au régime en Syrie. Ce n'est qu'aux Émirats arabes unis où les capitaux coulent à flots que la production et la diffusion ont été maintenues. Les stations de Dubaï et d'Abou Dhabi ont continué de présenter certaines œuvres syriennes. Elles en ont aussi produit quelques-unes, comme « Al-Mahlab » mais les séries produites dans les Émirats ne sont pas considérées comme étant syriennes. A titre d'exemple, la série, « Bintizar al-Yasmine » (en attendant le jasmin - 2015) produite par une équipe de travail exclusivement syrienne, a été nommée à un prix international en sa qualité de série émiratie (produite par la boîte Ebla). Les possibilités de diffusion des téléseries dramatiques se sont réduites, compte-tenu des blocages au niveau de la production, de la distribution et de la présentation, mais le Liban était présent dans la majorité des séries conçues en dehors de la Syrie, que ce soit au niveau du tournage ou de la production. Des acteurs syriens ont participé à des productions libanaises, sans que, à titre d'exemple, l'auteur de « Tango » ne les considère comme des œuvres syriennes.

Au Liban, certains artistes syriens ont essayé d'exprimer leurs sentiments et leurs souffrances dues à la guerre et à l'exode à travers des pièces de théâtre et des œuvres musicales indépendantes par moments. Ce n'est pas le nombre de ces tentatives ou leurs détails qui importe, mais leur existence en elle-même.

Les acteurs syriens ont participé à de nombreuses séries libanaises, comme, entre autres, « Julia », « Tariq » (la route), et les deux parties d'« Al-Haybé », en plus d'autres, dont les héros étaient Abed Fahd, Taym Hassan, en plus d'autres. « Les circonstances dans lesquelles la production se déroule sont meilleures, que ce soit au niveau du nombre de jours consacrés au tournage ou des finances. Ces séries ont une meilleure chance de distribution et un taux d'audience plus élevé ». C'est en ces termes que l'auteur et producteur libanais de la série « Tango » (la société Eagle Films) désigne les productions communes, avant d'ajouter : « Elles manquent souvent de la profondeur que nous aurions pu obtenir si nous étions en train de produire des séries dramatiques syriennes dans de meilleures conditions... Avec les séries communes, nous nous contentons d'emballage ».

La situation des séries dramatiques libanaises n'est pas meilleure, sauf au niveau du capital consacré à la production. Malheureusement, tel est le pari gagnant aujourd'hui : ce qui importe les boîtes libanaises de production, c'est d'acheter les taux d'audience par le biais d'un texte et d'un jeu qui sont le plus souvent mauvais, et de tabler sur le suspense. Les séries dramatiques ne s'éloignent pas trop de la politique ou du problème des classes sociales ou des considérations capitalistes, comme c'est le cas en Syrie. Aussi, elles représentent une classe déterminée au Liban, dont la cause la plus importante serait le rapprochement religieux islamochrétien, mais sans le creuser. Les comédies ne sont pas meilleures. « L'intérêt est commun », estime Aboul Chamate. Les séries dramatiques communes (qui sont à ses yeux plus libanaises que syriennes) constituent une échappatoire pour l'artiste syrien qui veut préserver sa place dans ce domaine, « en attendant que les séries



© Scène de la série Hawa Asfar

syriennes se reconstituent ». Ces œuvres communes ont contribué à améliorer les séries libanaises, que ce soit au niveau de l'émergence d'acteurs ayant des capacités artistiques élevées ou des histoires dont la trame est meilleure qu'avant. Elles resteront cependant « une solution temporaire ».

Aux yeux de son auteur, « Tango » (mis en scène par Rami Hanna), est « une série télévisée dont l'objectif fixé était de la placer en tête du classement des séries les plus regardées. Il ne s'agit pas d'une biographie et je ne peux pas la désigner comme étant un projet dramatique. Dans cette série, nous avons essayé d'être fidèles à la matière et de la monter d'une manière artistique acceptable ». Les producteurs s'éloignent des histoires de guerre, des souffrances des Syriens et de leur vie au quotidien. Ils empêchent les auteurs des séries dramatiques d'exprimer ce sur quoi ils ont tendance à écrire automatiquement du fait de la guerre et de leur quotidien empreint de chagrin et de souffrances. Tous ces sujets sont synonymes de « maux de tête » pour les producteurs, selon Aboul Chamate.

De nombreuses œuvres laissant transparaitre « la peine syrienne » au travers de leurs épisodes sont restées dans l'ombre, mais certaines ont pu se montrer au grand jour. « Ghadan Naltaki » est certes la plus belle, au double plan artistique et du contenu. Il est normal que des efforts sincères de production débouchent sur une belle œuvre. L'auteur de « Ghadan Naltaki » décrit sa série comme étant « une volonté très personnelle d'exprimer notre réalité, en tant qu'individus. Nous avons entrepris un projet qui est à l'image de notre quotidien et dont nous vivons tous les détails, les conséquences, les sentiments et la douleur. Il s'agit d'un projet très personnel, destiné à nous autres Syriens. Je l'ai conçu comme un film cinématographique ». Telle est la différence entre les séries dramatiques syriennes et des séries communes libanaises dont le but est qu'elles soient suivies par le plus grand nombre de spectateurs, sans qu'elles n'abordent des causes ou des sujets d'actualité.

Parallèlement à tous ces problèmes, la plupart de ceux qui travaillent dans le domaine des séries télévisées montrent du doigt les auteurs contre qui ils forment d'importants reproches. Au cours de débats organisés en Syrie par des acteurs comme Doreid Laham et Moustapha al-Khani (en 2017) avec le ministre de l'Information, et lors d'interviews avec des artistes syriens, la faiblesse des trames a été reprochée à la plupart des auteurs actuels.

La guerre n'impose pas de critères déterminés. Lorsqu'elle se déclare, tous les critères connus disparaissent. Les dégâts qu'elle engendre ouvrent grand la porte à plusieurs formes d'exploitation, conscientes ou innocentes. Tout comme les hommes d'affaires saisissent au vol des opportunités pour affirmer leur contrôle, plusieurs auteurs émergent et se taillent une place dans un monde au sein duquel les œuvres trébuchent et les auteurs chevronnés ne sont plus présents. Tout cela se produit alors même que le choc engendré par la guerre et ses conséquences n'a toujours pas été absorbé pour qu'on puisse pouvoir s'en remettre. De l'avis d'Aboul Chamate, la majorité des jeunes auteurs de séries dramatiques, présentent leurs œuvres sans connaissance préalable des éléments nécessaires à leur composition. Ils se contentent de lancer une idée pour une histoire. « A partir du moment où l'auteur apprend comment répartir ses pages, il s'attelle à l'écriture de la première scène. C'est ce qui a conduit les séries dramatiques syriennes au point où elles se trouvent aujourd'hui. Quant aux auteurs rodés aux techniques du métier, ils sont excusables », dit-il.

Les autres n'assumeront pas la plus grande part de responsabilité. L'action des auteurs en particulier n'a jamais été facile, même avant la guerre, de l'aveu même d'acteurs et d'auteurs dont certains continuent de soutenir jusqu'à aujourd'hui le gouvernement syrien. Ils estiment que l'auteur connaît les lignes rouges et essaie de ne pas les franchir. C'est ainsi qu'Aboul Chamate commente la situation des auteurs de séries en répétant que ces derniers « sont excusables ». « Ils évoluent au sein de limites étroitement contrôlées et doivent trouver l'équilibre entre une série d'équations au niveau de leur travail, à savoir satisfaire la chaîne de télévision du Golfe qui les engage, leur conscience en tant qu'auteurs et leur désir artistique de présenter une œuvre de qualité, au moment où les producteurs leur demandent d'éviter les choix étriqués ou problématiques ».

Les pressions exercées que ce soit par le biais de la censure ou des politiques sur les œuvres syriennes, n'ont jamais lâché prise durant et même avant la guerre. La plupart des séries sont soumises aux caprices de la censure ou des boîtes de production. Chaque série osée (voire la plupart d'entre elles) a sa propre histoire en filigrane et des intérêts politiques et matériels, mais avec une prédominance de la première.

Aujourd'hui, la situation n'a guère changé, à part que les œuvres sont davantage

soumises à deux genres de pressions : celles du marché, qui occulte les souffrances des Syriens, d'autant qu'il les considère comme un bien qui ne fait pas l'objet d'une demande, et celles des nouveaux producteurs, ceux qui ont pu réunir un capital et acquérir le pouvoir nécessaire pour s'introduire dans un monde à travers lequel ils voient une nouvelle opportunité pour réaliser des gains et faire passer des messages, ici-et là, sauf qu'ils ne s'agit pas de messages dramatiques réalistes.

La guerre continue de laisser dans son sillage une traînée de chagrin dans les pays qui ont accueilli les réfugiés syriens et dans toutes les circonstances de l'exode. Mais ce chagrin ne va pas étouffer la volonté ardente manifestée pour sortir de la torpeur. La guerre, avec toute son amertume, reste la naissance de quelque chose de beau, d'une passion et d'une quête pour panser les blessures. Ces séries dramatiques ne vont pas s'arrêter, que ce soit pour moi, pour des téléspectateurs avides d'admirer une beauté triste, ou encore pour l'auteur de « Ghadan Naltaki ». Ce dernier assimile la torpeur des séries dramatiques, à une autoévaluation de cette industrie et de ses artisans. Il estime que son redressement est « juste une question de temps » et que la crise des séries dramatiques va prendre fin « parce que les talents sont nombreux et que des personnes ont encore la passion qu'il faut ». La solution pour les séries dramatiques interviendra lorsque les gens commenceront à s'interroger au sujet de cette solution, pour reprendre les termes de l'auteur. Cela devra s'accompagner de l'émergence d'un marché syrien qui mettra fin à la dépendance à la satisfaction de telle chaîne de télévision ou à la pitié de telle autre.

Nous attendrons – et c'est ce qui nous donne une raison de vivre parfois – que le temps passe et que les séries dramatiques syriennes soient de retour pour simuler la peine qu'elles ont expérimentée et la passion que la guerre recèle, dans des scripts qui vont inmanquablement voir le jour. Notre attente inclut un espoir normal et deux rêves, l'un petit et l'autre grand : que les séries dramatiques syriennes sortent des couloirs étriqués et de leur souffrance pour retrouver leur parcours et qu'elles s'approprient le capital du système capitaliste pour œuvrer contre lui, c'est-à-dire pour donner libre cours à ce que leur passion et la tristesse de la guerre leur dictent, sans aucune soumission.

Les points communs entre le trafic d'enfants et les risques de l'adoption

Zeina Allouche*

Le 19 juillet 2018, la direction générale des Forces de sécurité intérieure (FSI) a annoncé la capture par son service de renseignement d'un réseau de trafic humain entre le Liban et la Syrie, composé de 130 personnes (alraaionline, 2018). L'information semble banale et passe presque inaperçue, étant donné que le mouvement de passage illégal entre le Liban et la Syrie n'a rien de nouveau, comme c'est le cas pour tous pays voisins. Il ne fait pas de doute non plus que ce mouvement s'est intensifié depuis le début de la guerre en Syrie, et la mise en place de nouvelles mesures de réglementation pour l'entrée de réfugiés au Liban. Dans de telles circonstances, il est prévisible que les bandes de trafiquants qui facilitent les passages clandestins en profitent, moyennant des pots-de-vin, et empruntent des itinéraires reculés à travers des sentiers de montagne.

De telles opérations sont souvent considérées comme relevant du trafic humain, qui connaît toujours un essor important durant les guerres, malgré les risques qu'il implique. La tragédie des 16 Syriens morts de froid sous la neige lors de leur tentative de traversée vers le Liban reste un exemple des risques encourus par des femmes, hommes, enfants, vieillards, bravant les aléas climatiques pour atteindre la sécurité, ce qui entraîne la mort de certains, et l'arrestation d'autres (UNHCR, 2018).

Toutefois, l'incident du 19 juillet 2018 revêt des caractéristiques propres, du fait que 55 enfants se trouvaient au sein de ce groupe. Cela suffit à tirer la sonnette d'alarme : que faisaient tous ces enfants dans ce groupe, sachant que peu d'informations ont filtré sur l'arrestation de la bande ?

On ne peut que se poser de nombreuses questions sur la présence de ce grand nombre d'enfants parmi ces 130 personnes. Étaient-ils ou non accompagnés de leurs parents ? S'ils ne l'étaient pas, quel a pu être leur sort ? Est-il possible qu'il s'agisse d'un trafic d'enfants ayant pour objectif l'adoption illégale ?

Cet incident n'est pas le premier indicateur du fait que des enfants, principalement venus de Syrie ou nés au Liban, tombent victimes d'un réseau illégal d'adoption. Le monde est rempli de familles qui désirent adopter un enfant mais préfèrent éviter les longues listes d'attente et les enquêtes sur leur candidature dans leur pays. Ces familles se tournent alors vers des régions qui sont des terreaux fertiles, notamment celles qui sont en proie aux conflits armés ou exposées aux catastrophes naturelles et à la pauvreté. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (Unicef) a publié en 2014 un rapport sur les dangers de l'adoption internationale et ses points communs avec le trafic d'enfants, posant la question de savoir si cette pratique sert les meilleurs intérêts des enfants. Nigel Cantwell a montré dans ce rapport les points communs entre trafic d'enfants et mouvement d'adoption internationale. Sachant que le nombre élevé de rapports sur la forte demande d'adoption a eu pour effet de booster le marché mondial visant à faciliter ces opérations illégales, notamment dans les pays qui en sont la source. Et sachant que la plupart des enfants adoptés viennent de pays pauvres, ou de



L'orphelinat est basé sur la photo de référence d'une crèche à Beyrouth. © Daniel Dreemann

Daniel Drenann, né au Liban et adopté aux États-Unis, a passé de longues années à rechercher sa mère biologique dans son pays d'origine, avant de savoir qu'elle est décédée. Il a visité son tombeau et y a frappé trois coups, afin qu'elle sache qu'il a retrouvé sa trace. Il espérait que sa mère serait enfin tranquille. Daniel assure que bien que l'adoption soit souvent envisagée comme une solution, elle constitue un problème pour ceux qui, comme lui, ont été séparés de leur mère biologique, de leur environnement, de leur terre, de leurs racines.

(Daniel Drenann, 2016)

zones de conflits, dans le cadre de flux migratoires clandestins (Cantwell, 2014). C'est ce qui explique aussi pourquoi la Convention de La Haye a consacré une séance complète au trafic d'enfants en vue de l'adoption illégale en 2010 (Smolin, 2010). Pour sa part, l'association « Badaël » (Alternatives) a révélé que le trafic d'enfants dans les rangs des déplacés syriens au Liban existe bel et bien.

Malheureusement, les conflits accompagnés de migration interne et externe des populations constituent un terrain propice au trafic humain. Beaucoup ferment les yeux sur de telles pratiques, sous prétexte que, dans l'acception générale, l'adoption est un acte de charité qui sauve un orphelin d'une situation pénible, et lui accorde la chance d'une vie meilleure au sein d'une famille étrangère. Toutefois, le trafic d'enfants dans l'objectif de l'adoption n'en est pas moins un trafic humain, d'autant plus qu'il s'agit d'une activité particulièrement lucrative : un seul enfant peut rapporter aux trafiquants près de

100,000 dollars.

À titre d'exemple, les documents réunis par Badaël⁽¹⁾ ont recensé plus de 2 000 cas d'adoption illégale durant la guerre libanaise. L'association estime le nombre de victimes d'adoption illégale au Liban à plus de 10 000 enfants qu'on a envoyés en France, en Suisse et jusqu'aux Pays-Bas et aux États-Unis (Allouche, 2015).

Ces dix dernières années, beaucoup de Libanais adoptés à l'étranger sont revenus au bercaïl pour retrouver leurs racines. Il s'agit d'individus de la première génération ayant ressenti le besoin de connaître la vérité et comprendre pourquoi ils ont été arrachés à leur environnement biologique. Cela intervient à un moment où se développe un mouvement mondial hostile au concept de l'adoption vue comme option favorable aux enfants en mal de famille. Il faut rappeler à ce propos que la Convention de la Haye a contribué à cette

⁽¹⁾ <http://badael-alternatives.org>

Un aperçu des standards internationaux

Outre la Convention de La Haye, datant de 1993, qui a défini les standards éthiques de l'adoption internationale, la Commission des droits de l'enfant a souligné, lors de sa 39^e conférence en 2005⁽¹⁾, la nécessité de mettre un terme au phénomène international d'adoption par respect des chartes internationales sur la protection des enfants non accompagnés ou séparés de leurs parents. Les points suivants ont été soulevés :

- On ne peut envisager la mise en adoption d'un enfant non-accompagné ou séparé des siens avant de s'être assuré que sa situation requiert une telle mesure. Cela signifie pratiquement qu'il convient d'avoir effectué tous les efforts possibles pour retrouver les membres de sa famille et le réunir avec les siens.
- L'adoption doit se faire en accord avec les parents, et non suite à des pressions sociales et morales, ou des tentations matérielles.
- L'adoption doit être précédée d'une décision judiciaire.
- Il ne faut pas adopter des enfants non-accompagnés ou séparés de leur famille hâtivement, et dans les cas d'extrême urgence.
- L'adoption doit servir les meilleurs intérêts

de l'enfant, et se faire conformément aux lois nationales et internationales.

- Il est nécessaire de sonder la volonté de l'enfant, suivant son âge et son degré de maturité, et la respecter durant toutes les étapes de la procédure d'adoption. Cette condition implique que l'enfant aura eu accès à des conseils et aura été informé des conséquences de l'adoption et de son consentement, si celui-ci est nécessaire. Il doit pouvoir exprimer ce consentement de manière libre, sans aucune tentation matérielle ou compensation de quelque nature que ce soit.
- Il faut donner la priorité de l'adoption aux membres de la famille résidant dans le même pays que l'enfant. Au cas où cette option n'existe pas, la priorité va aux membres de la même communauté locale ou à des personnes partageant la même culture.
- Dans tous les cas, il est obligatoire de préserver le dossier de l'enfant et ne pas en falsifier les documents, par respect pour son droit à la vérité et au contact avec sa famille biologique.
- La famille adoptive doit subir des tests psychologiques pour prouver sa capacité à l'adoption et s'assurer de son consentement préalable au respect du droit de l'enfant à la vérité.

conscientisation et exprimé la nécessité de réduire l'adoption internationale afin d'éviter le glissement vers des abus légaux qui s'apparentent au trafic d'enfants (La Haye, 1993).

Bien que l'adoption soit généralement considérée comme une chance pour l'orphelin d'intégrer une nouvelle famille, l'écrivain Graff (2008) qualifie l'adoption internationale de « mensonge que nous aimons croire ». Il en conclut que « l'adoption internationale semble être la solution idéale pour compenser un déséquilibre cruel : les pays pauvres ont beaucoup d'enfants à placer, et les pays riches ont beaucoup de foyers en besoin d'enfants ». « Malheureusement, poursuit-il, la plupart de ces orphelins ne sont pas du tout des orphelins en réalité ». De nombreuses études montrent en effet que les enfants ayant été arrachés à leur environnement biologique sont plus enclins à entrer en conflit avec la loi et à se retrouver en prison. Très souvent, ils ne poursuivent pas leurs études après le cycle complémentaire et souffrent de troubles physiques, psychiques et mentaux. Ils sont davantage exposés à l'addiction aux drogues, et se retrouvent souvent au chômage ou sans abri (Iglehart, 1995). Plusieurs interviews de victimes d'adoption internationale indiquent des problèmes profonds liés à l'identité personnelle, au sentiment d'appartenance ou à la capacité à fonder une famille unie (Blackstock, 2011). Le trafic d'enfants lié à l'adoption internationale accompagne souvent les situations d'urgence, les guerres, l'immigration clandestine, ou encore les catastrophes naturelles. Il s'agit d'un trafic déguisé, étant donné qu'il implique des procédés illégaux tels que le passage clandestin de frontières, de faux-papiers, du recel d'informations, des transactions financières. Le plus grave, ce sont les conséquences néfastes aussi bien pour l'enfant que pour la famille adoptive. Sans compter que la famille biologique, plus particulièrement la mère, reste absente du paysage.

* Directrice exécutive de l'association Badael-Alternatives, experte en protection de l'enfance et en garde familiale alternative

Références:

Allouche, Z. (2015). Illegal adoption in Lebanon: Mechanisms and consequences. Legal Agenda. Retrieved from <http://legal-agenda.com/en/article.php?id=678&lang=en>

Blackstock, C. (2011). The Canadian Human Rights Tribunal on First Nations Child Welfare: Why if Canada wins, equality and justice Lose. Children and Youth Services Review, 33(1), 187-194.

Drenann, D. (2016). Adoptee, rematriated. Retrieved from <https://danielibnzayd.wordpress.com/>

Hague Conference on Private International Law, Hague Convention on the Protection of Children and Co-operation in Respect of Intercountry Adoption, 29 May 1993, 33, available at: <http://www.refworld.org/docid/3ddcb1794.html> [accessed 9 August 2018]

Iglehart, A. P. (1995). Readiness for independence: Comparison of foster care, kinship care, and non-foster care adolescents. Children and Youth Services Review, 17(3), 417-432.

Cantwell, Nigel (2014). The Best Interests of the Child in Intercountry Adoption, Innocenti Insights

Smolin, D. (2010). Child laundering and the Hague convention on intercountry adoption: The future and past of intercountry adoption. University of Louisville Law Review, 48, 441-98. Retrieved from http://works.bepress.com/david_smolin/8

⁽¹⁾ CRC/GC/2005/6 1 septembre 2005

Pour des Syriennes, enfanter dans une station d'attente est hors de question

Rana Najjar *

La hausse du taux de natalité dans des sociétés qui ont souffert de catastrophes et de guerres est chose normale et prévisible, assurent les sociologues. De telles hausses ont été constatées à la fin de chaque guerre. Ce fut le cas en Irak, par exemple. Ce le fut aussi en Europe et aux États-Unis après la Seconde Guerre mondiale, entre 1946 et 1964. On qualifia les enfants nés durant ce boom démographique de « baby-boomers ».

Mais cette réalité n'est plus de règle. À l'ère post-nano-technologique, à l'ère des moyens de communication sociale, de la sensibilisation au numérique et de l'exaltation de l'individu sur le groupe, les habitudes ont changé, même si les traditions et les coutumes héritées vous encouragent à avoir deux enfants au moins, en particulier dans les sociétés arabes, et plus spécialement parmi les réfugiés syriens qui ont atteint en nombre au Liban environ 1,3 million, selon la direction générale de la Sûreté générale

La reproduction est une loi naturelle, la perpétuation de l'espèce en dépend. C'est l'espoir de tout couple et son droit. Toutefois, cette perpétuation de la vie est mise au défi et l'espoir s'estompe dès les premiers cris d'un nouveau-né qui se présente dans un pays étranger où il n'a ni foyer, ni patrie pour le protéger, et dont les parents vivent en-dessous du seuil de pauvreté, privés de protection sociale et sanitaire, sans système de protection internationale, exposés à des complications légales inouïes pour obtenir un passeport, enregistrer un mariage ou une nouvelle naissance...

Contrairement à l'idée reçue selon laquelle le réfugié syrien est « une espèce de colon », qu'il se sent à l'aise et souhaite rester au Liban pour le restant de ses jours, ce dernier est bien conscient que ce n'est pas là son destin, et qu'il est forcé de vivre dans ces conditions difficiles pour l'unique raison qu'il a revendiqué sa liberté, et qu'il a reçu en retour violence, mort et faim.

Il sait très bien, ce réfugié, que le Liban est une station d'attente, parfois de longue durée. Partant, un nombre non négligeable de réfugiés syriens refusent d'avoir plus d'enfants qu'ils n'en ont, afin que la joie des naissances ne tourne pas au deuil et que des « anges » dont ce n'est pas la faute s'ils sont nés en exil, sans écoles et sans avenir professionnel, n'aient pas à payer les pots cassés.

Amina, Fatima et Manar sont trois exemples de ce type de femmes dont les médias libanais ne parlent pas : elles ont refusé de manger le raisin et de laisser les dents de leurs enfants en souffrir, en naissant dans un pays qui est une station d'attente dont nul ne sait quand le train arrivera à quai.

Quand Amina (25 ans) parvint au Liban venant de la province de Damas avec son mari Ahmed et sa belle-mère, en 2011, elle était nouvellement mariée. Enceinte, elle se tordait de douleur entre les barreaux militaires et sous les bombes, pour survivre et sauver son enfant. Son premier accouchement fut une amère expérience, et sa fille la petite Salam, serait morte dans son ventre, victime de la pauvreté et de la misère, n'étaient des bénévoles du camp de Chatila où elle logeait. Sa fille naquit dans l'hôpital pour réfugiés de Bourj Brajneh relevant de l'Unrwa, les hôpitaux de Beyrouth ayant refusé de l'accueillir pour manque de liquidités.

« J'ai essayé de me suicider plus d'une fois pour échapper à mon angoisse mentale et physique, et pour sauver mon enfant de la vie de misère qui l'attendait. Mais j'ai tenu bon, j'ai fait des ménages et enduré les insultes conjuguées des gens et de mon mari », explique Amina. Et d'ajouter : « Nous avons beaucoup souffert avant que mon mari ne trouve du travail, nous



© Alia Haju

mangions et buvions ce que des gens de bien nous apportaient, et dormions parfois tenaillés par la faim ».

« Quand Ahmed trouva enfin un travail, nous vécûmes avec un salaire de 200.000 livres. Mais, au bout d'un moment, les propriétaires de l'immeuble, en colère, nous expulsèrent. Nous sommes retournés alors chez des parents à Chatila jusqu'à ce que mon mari trouve un deuxième emploi. Je tombai alors enceinte de mon deuxième enfant ! ».

Amina et sa famille durent ensuite se transporter au camp de Delhamiyé, dans la Békaa. Elle s'y trouva un travail dans une association qui distribuait de la nourriture et des vêtements aux nouveaux réfugiés. « Dans cette association, je rencontrai une femme qui s'attardait avec nous, une fois terminé le rangement des vêtements et des aliments, et nous éclairait sur des questions auxquelles nous n'avions pas songé ».

Cette femme transforma la vie d'Amina, qui décida de prendre des pilules contraceptives, histoire de ne plus avoir d'enfants tant qu'elle n'avait pas les rentrées suffisantes pour les inscrire à l'école, maintenant que son mari était à nouveau sans travail et qu'elle était le seul gagne-pain de la famille.

Ahmed était un homme irritable, à en croire Amina, qui gardait souvenir des morsures de sa ceinture sur sa peau, et des insultes dont il l'abreuvait publiquement. Un an s'écoula après la naissance de Mohammed sans que sa mère ne tombe enceinte. Sa belle-mère et sa mère la

tinrent pour malade et s'avisèrent de consulter une sage-femme, tandis que des scrupules sur sa virilité envahirent Ahmed. Ce dernier finit par faire avouer à sa femme qu'elle prenait des contraceptifs. Ses coups la firent saigner du nez. Mais Amina refusa d'avoir un troisième enfant « pour ne pas les jeter dans la rue à mendier et se faire molester par le premier venu ». Mais Ahmed et sa mère ne lui laissèrent pas d'autre choix : c'était de nouveaux enfants ou le divorce !

Indécise et triste, Amina ne se résolut toujours pas à avoir d'enfants qui seraient non scolarisés, sans sécurité alimentaire ou vestimentaire, sans chauffage ; ni à leur faire courir le risque de mourir de froid « comme cela était arrivé avec d'autres, dans cette Békaa glaciale ».

Mais deux ans de viol conjugal plus tard, son cher mari la força à quitter son travail et retira ses enfants de l'école. « Je n'ai pas été à l'école, ce qui ne m'a pas empêché d'être un homme considérable ; je rentre en Syrie. J'y serai cultivateur, et je leur apprendrai à tirer leur subsistance de la terre », fut sa décision finale, après bien des épreuves et des coups infligés à sa femme. Mais, sur intervention de proches et des frères d'Amina, Ahmad consentit à lui laisser sa fille Salam, et à rentrer en Syrie avec seulement sa mère et son fils. Là, il se remarierait avec une femme qui lui donnerait plus d'enfants. « C'est ainsi que j'ai payé deux fois ma décision de ne plus avoir d'enfants, la première fois en divorçant, et la seconde en perdant mon

fil », dit aujourd'hui Amina, les larmes aux yeux.

À l'exemple de ce qui s'est produit avec Amina, une société fermée n'offre aux femmes pas la soumission, ou la révolte qui leur permet de maîtriser leur vie. Prenez Fatima (35 ans) qui, apprenant qu'elle est enceinte de son quatrième enfant, s'est mise à porter de lourdes bonbonnes de gaz pour provoquer une fausse couche, en accord avec son mari, Houssam, qui enseignait la peinture en Syrie avant de se rebeller contre le Baas, d'être arrêté et de passer clandestinement au Liban. « Dieu nous a donné trois enfants et une tête pour réfléchir », déclare Fatima, qui travaillait comme vendeuse chez un marchand de tissus d'Alep, avant de finir au chômage au Liban. « Enregistrer officiellement notre enfant dépasse nos possibilités financières, pour ne rien dire du lait, des aliments et des écolages », réfléchit son mari, avant d'ajouter : « Dieu pardonnera, il sait ce que nous vivons. Nous n'avons même pas de quoi garantir une semaine de vie à cet enfant qui vient ! Apatride et sans passeport, quelle vie cruelle et injuste vait-on lui imposer, que nos parents nous ont légués et que nous avons transmis à nos 3 enfants ! ».

Mariée depuis deux ans, Manar (19 ans), a pour sa part posé comme condition qu'elle n'aurait pas d'enfants tant qu'elle ne serait pas de retour chez elle, à Homs. Réfugiée au Liban alors qu'elle était encore enfant, elle y est arrivée bourrée de souvenirs morbides, son frère ayant été tué sous ses yeux par des éléments armés inconnus. Depuis, elle ne dort plus bien. Aujourd'hui, cette belle fille qui a terminé ses études dans une école publique à Saïda où elle vit avec sa mère, son père et ses jeunes sœurs, sait ce qu'elle veut. « Je me suis mariée pour accomplir mon devoir religieux, mais la religion nous commande de bien peser les choses, et j'ai beaucoup de projets aujourd'hui. D'abord, obtenir mon diplôme universitaire en psychologie ; ensuite rentrer chez moi pour que mes enfants grandissent dans un foyer à eux où ils auront le droit de jouer, de dormir tranquillement au chaud, alors qu'ici je n'ai même pas de quoi louer une maison, et que je vis avec neuf autres personnes dans le petit appartement de mes beaux-parents ».

Son mari, Rami, qui est réparateur électrique, approuve son plan, déclarant qu'il ne veut pas que ses enfants naissent dans le noir comme des bâtards. « Nous rentrerons bientôt en Syrie et nous y referons notre vie loin de tout humiliation. Je ne pense pas que la guerre durera beaucoup plus longtemps », fait-il valoir. « Mon fils naîtra libre, ou il ne naîtra pas », conclut Manar.

* Journaliste et activiste des droits de l'homme

Le sport peut-il aider les Libanais à s'unifier ?⁽¹⁾

Jamil Mouawad*

Au lendemain de la guerre civile libanaise de 1975-1990, le discours officiel du projet d'édification de l'État était caractérisé par des « dispositions fondamentales-clés », qui ont témoigné de l'aspiration de passer du statut des « mini-États » à celui de « l'État ». Au nombre des dispositions considérées comme le tremplin pour la reconstruction de l'État figure la « consolidation de l'unité nationale ». Presque deux décennies plus tard, les institutions officielles et l'élite nationale ont échoué à nourrir un sentiment d'appartenance sociétale à une nation. On dit que les Libanais retournent à leurs identités primordiales, dans la mesure où les communautés religieuses agissent comme intermédiaires entre l'État et la société. Mais ce n'est qu'une partie de l'histoire. Il y a certains domaines – comme le sport qui peut constituer un moyen vital pour exprimer et redéfinir les identités et les objectifs – où les Libanais ont tendance à imaginer une nation rebelle au milieu du soi-disant effondrement ou désintégration de l'État et un sentiment d'identification et d'appartenance nationale ébranlé. Tel a été le cas lorsque les Libanais ont failli se qualifier à la Coupe du monde du Brésil en 2014.

Football, nationalisme et sectarisme

On ne peut pas considérer le sport comme un simple domaine isolé d'amusement, de divertissement et de distraction. Il peut aussi servir à explorer des questions relatives au nationalisme et à l'édification de la nation-État. Il est aussi directement impliqué dans les projets d'édification de l'État.

La littérature abondante sur le sport au Liban montre que la majorité des clubs sont dotés d'une identité sectaire, ou du moins, sont identifiés suivant leur affiliation sectaire. Dans ce contexte, le football dans le Liban d'après-guerre a servi d'outil pour renouveler et dupliquer les dynamiques du système politique sectaire dans le pays. Par conséquent, la politique du sport a directement contribué à la désintégration nationale et au manque d'unité nationale. Mais le sport ne doit pas strictement prendre en considération la politique, ou la façon dont les clubs sont gérés et les fédérations dirigées. Il doit aussi se pencher sur la manière dont le citoyen lambda réagit avec les victoires nationales et contribue du bas de la pyramide où il se trouve à imaginer un Liban uni et défiant.

Le Liban : une nation forte et battante

Avec le coup d'envoi des tours de qualification de la Coupe du monde 2014, l'équipe libanaise était, pour de nombreuses personnes, un cas désespéré. Cela était dû en partie à l'absence d'une infrastructure suffisante et d'une Fédération puissante et fonctionnelle, ainsi qu'au manque de soutien populaire, puisqu'il était interdit d'assister aux matches par peur des incidents sectaires, d'autant que la Fédération de football était hautement politisée. Toutefois, l'équipe libanaise a amélioré ses performances au fil des jours, marquant des victoires contre les plus fortes équipes en Asie, y compris la Corée du Sud, l'Iran et le Koweït. Comme l'équipe commençait à gagner, elle a acquis l'attention de l'opinion publique, la détournant de l'ambiance qui prévalait dans le pays, au nombre desquels figurent le blocage politique et les conflits dans les rues. La victoire de l'équipe nationale contre la Corée du Sud, à titre d'exemple, a été considérée comme le seul événement qui a réuni efficacement les gens dans un Liban divisé, indépendamment de leurs milieux confessionnels. Comme les victoires se succédaient, un Liban battant pouvait être imaginé.



© Illustration par Abdo Sawma

Au tour final et décisif des qualifications de la Coupe du monde de la FIFA, le Liban jouait dans le groupe A qui incluait l'Ouzbékistan, la Corée du Sud et d'une manière plus significative le Qatar et l'Iran. Ces deux derniers pays sont connus pour avoir des intérêts directs sur la scène politique libanaise. Le fait de jouer contre ces deux équipes a permis au citoyen libanais lambda de se sentir libéré de leur influence.

Ces matches sont devenus l'expression d'une « nation imaginée », qui peut être forte, défendre ses droits et jouer contre d'autres pays puissants au lieu de se plier

à leurs lois. Lors du match contre le Qatar, un Libanais a porté un grand ballon en forme de banane (mawza en arabe) afin de ridiculiser la femme de l'émir Qatari, cheikha Moza. En d'autres termes, le football apporte un sens de connexité à travers lequel les Libanais s'affirment sur un plan régional. La ferveur nationale et le patriotisme étaient tout aussi palpables durant le match du Liban contre l'Iran.

Un autre bon exemple reste celui de la nuit qui a suivi, à Beyrouth, la victoire du Liban contre l'Iran. Un journaliste sportif a récité à la télévision le poème suivant à la gloire du Liban :

*Nous rentrons déterminés... infatigables
Tel un phénix, nous retournons de sous les
Décombres, de sous les débris...
Les héros du Cèdre
Rentrent le jour de la victoire, le jour de la
gloire.*

*En effet, le pays qui utilise souvent les
bougies pour éclairer
A vaincu l'Iran où le secteur de l'énergie est
à son apogée
Il a vaincu ses réacteurs nucléaires
Le pays dont les fils aspirent à la lumière
d'une lampe
Est devenu champion, au détriment de
l'Iran
Et dans deux ans, vous pourriez le voir au
pays de la samba*

Dans ce poème, le Liban paraît fier (nous rentrons déterminés, infatigables), malgré ses ressources limitées (de sous les décombres, de sous les débris) qui affectent la vie quotidienne du peuple libanais (qui utilise souvent les bougies pour s'éclairer). Ce qui est encore plus important, c'est que le caractère battant du Liban a émergé face à un Iran puissant (dont le secteur de l'énergie est à son apogée), qui a joué un rôle important dans la politique libanaise, notamment avec son appui inconditionnel au Hezbollah. Le poème se conclut sur une note d'espoir, souhaitant de voir le Liban jouer au pays de la samba, c'est-à-dire le Brésil, où la Coupe du monde 2014 a été organisée. Ce vers fait aussi écho à un mythe relatif à l'image du marchand libanais astucieux qu'on rencontre aux quatre coins de la planète. Le mythe avait promis qu'une fois qualifié, le Liban jouera sur son propre sol, c'est-à-dire le sol brésilien, comme il est signalé dans le poème. En fait, la plus grande et la plus vieille communauté libanaise de l'étranger se trouve au Brésil. De ce fait, le soutien à l'équipe nationale sera apporté par le peuple libanais du Liban et de la diaspora. Cette expérience en fait ne suggère pas que le sectarisme n'est pas important au Liban. Il s'agit plutôt d'une importante leçon pour les chercheurs, les observateurs et les journalistes pour mettre l'accent sur les différents secteurs dans lesquels le peuple libanais peut rendre la variante sectaire fade, futile et anachronique.

* Chercheur

(1) Cet article est le résumé d'un article plus long de l'auteur, qui peut être consulté à l'adresse : <https://www.tandfonline.com/doi/abs/10.1080/19436149.2018.1485301>

Que les armes restent à leur place

Fadi Abi Allam *

En juillet 2002, Ahmed Mansour a quitté son domicile au Sud, sa mitraillette à l'épaule, et il a fait irruption dans son lieu de travail à la mutuelle des enseignants à l'Unesco où il a tué un groupe de collègues. Le crime avait alors été appelé « massacre de l'Unesco ». Le coupable avait été arrêté et condamné à mort. La sentence avait été exécutée. Ce crime avait été le fruit des armes incontrôlées. Il n'était pas le premier de ce genre et sûrement pas le dernier. Un retour au passé nous permet de passer en revue des événements déplorables qui ont été causés par le phénomène des armes incontrôlées et des tirs désordonnés qui constituent une menace pour la sécurité humaine. Il sera peut-être alors possible de trouver les moyens adéquats pour un traitement réussi de ce phénomène.

Le 2 octobre 2004, à Hay el-Sellom, un quartier de la banlieue-sud de Beyrouth, un homme a exhibé fièrement son revolver comme s'il s'agissait d'un jouet. Et soudain, le coup est parti et la balle l'a atteint à la tête. Il en est mort. Le 27 septembre 2004, à Btekhmay (Baabda), un conflit familial a abouti à la mort d'une avocate et de sa fille. Les deux victimes ont été tuées par un jeune homme qui a aussi tué un proche, avant de se suicider. C'est dire combien la menace des armes incontrôlées risque de se retourner souvent contre ceux qui les portent. Soit ils deviennent leurs propres victimes, soit ils tuent les plus proches membres de leurs familles. C'est ainsi que le 26 août 2003, un jeune homme a tué son père à Raachine, dans le Kesrouan, pour des raisons familiales. Le 6 août 2003, un autre jeune a tué sa femme et sa fille à Hadath. Dans la nuit du 24 mai 2017, au village de Janata au Sud, Mahmoud a tué sa femme et sa fille mineure avant de se suicider. Le 5 juin 2018, au village de Daoura dans le vieux Akkar, un conflit foncier au sein d'une même famille a causé la mort de Hosni Sahmarani (24 ans) et blessé son père. L'auteur du drame n'est que l'oncle du jeune homme. Le 12 juin 2018, toujours au Akkar, Ahmed Ayache a dirigé son arme de guerre contre sa femme (25 ans) et son fils qui n'avait pas 5 ans. Ce qui signifie que la possession d'une arme peut pousser un individu à chercher une victime et parfois, il devient lui-même sa propre victime. Le fait de posséder une arme peut donc pousser à commettre un crime sous le coup de la colère, celle-ci pouvant provoquer un moment de folie qui peut se traduire par des propos ou des actes violents. Même si l'individu regrette ensuite son acte, lorsqu'il retrouve son calme, la possession d'une arme peut créer des faits irréversibles. Les excuses et les dommages-intérêts ne sont plus suffisants

pour revenir en arrière ou rétablir la relation entre les proches, surtout si l'utilisation de l'arme à feu a provoqué un handicap permanent ou la mort. A ce moment-là, il n'est plus possible de revenir en arrière. Le 28 juillet 2003 à Tikrit (Akkar) un garçon de 8 ans est mort à cause de l'explosion d'une grenade avec laquelle il jouait. Sa sœur a été aussi blessée par l'explosion. De même, le 7 avril 2017, un petit garçon, Khattab al-Thaybich, a été blessé à la main par le revolver de son père avec lequel il jouait dans le quartier de Tyré dans le camp de Aïn el-Héloué (près de Saïda). Le 3 août 2018, Baha' Hleyhel (12 ans) a été tué à Baalbeck alors qu'il jouait avec le revolver de son père. Cela montre avec quelle légèreté certains traitent le dossier des armes, considérant celles-ci comme des jouets à la portée des enfants.

Non, les armes ne sont pas un jouet, ni pour les petits ni pour les grands. Les armes ne sont qu'un instrument de violence, de mort et de crime. Si nous voulons qu'elles soient un moyen de défense, elles doivent être à leur place. Autrement, elles sont une menace pour la sécurité humaine. L'utilisation des armes dans les conflits individuels est un véritable scandale qu'aucune personne saine d'esprit, dans une société civilisée, ne peut accepter.

On peut ainsi citer de multiples exemples. Le 31 août 2003, il y a eu un mort et un blessé dans un conflit sur l'installation d'un appareil de climatisation. Le 14 juin 2004, il y a eu une personne tuée et 6 autres blessées dans un conflit au sujet de l'irrigation d'une terre, et le 1er janvier 2004, dérangés par le claquement d'une portière de voiture, des inconnus ont tué deux enfants et blessé 5 personnes à Ajaltoun (Kesrouan) avant de prendre la fuite. Le 25 avril 2011, il y a eu quatre blessés à cause d'un conflit sur une carte téléphonique à Baalbeck. Le 17 avril 2017, Marc

Yamine a tiré au moyen de son revolver de service sur Khalil al-Kattan et Talal Hamid Awad, les tuant net à Kab Elias à cause d'une tasse de Nescafé. Il ne faut pas non plus oublier l'affaire de Roy Hamouche, originaire de Mansourieh, qui a rejoint la liste des victimes des armes incontrôlées à la suite d'un banal accident de voiture, le 6 juin 2017. De même, à Baïssour, la musique qui est censée adoucir les mœurs est devenue un facteur de douleur. L'inspecteur de la Sûreté générale Makram Molaeb est ainsi mort des suites d'une blessure à la jambe. Le 7 juin 2018, la fillette Roula Mazloum est décédée des suites d'une blessure due à une balle perdue lors d'un conflit entre des groupes de jeunes sur une priorité de passage à Brital. Un mois auparavant, Lamis Naccouche (6 ans) a eu le même sort, à la suite d'un conflit individuel à Baalbeck. À Adloun (Sud), Alaa' A. a utilisé une arme de guerre pour tirer sur trois de ses collègues, dans une société dont il avait été licencié. Et la liste est encore longue.

Il apparaît donc que l'utilisation des armes pour évacuer la colère et régler les conflits dans leur diversité est la pratique la plus utilisée, car dans notre société et dans notre culture, les techniques de résolutions pacifiques des conflits et la gestion de la colère ne figurent pas dans notre système éducatif.

De même, l'utilisation désordonnée des armes avec leur lot de victimes sont monnaies courantes à toutes les occasions, dans toutes les régions libanaises. Au point que l'utilisation des armes semble être le moyen d'expression préféré de certains Libanais, qu'il s'agisse de l'annonce des résultats électoraux ou de toute autre occasion.

En 2005, par exemple, le président de la Chambre Nabih Berry s'est excusé de ne pas recevoir ceux qui souhaitaient le féliciter pour son élection à la tête du



Parlement à la suite de tirs de réjouissance pour son élection qui ont fait deux morts et dix blessés. Le 11 septembre 2017, Rim Chaker est morte, à Mohammara (caza de Minyé) à cause d'une balle perdue lors de réjouissances après le retour de pèlerins de la Mecque. Encore et encore, les résultats des examens officiels sont l'occasion de tirs désordonnés qui font de nombreuses victimes. La dernière en date a été une fillette de 9 ans, tombée à Abdé, le 22 juin 2018. Un homme de 94 ans est aussi décédé d'une balle perdue, devant sa maison à Mechmech (Akkar).

De plus, au moment du tir, la balle fait un bruit qui peut provoquer la peur et la panique. C'est encore pire pour les grenades et les RPG, qui sont aussi utilisées à certaines occasions. Il faut également évoquer les dégâts matériels causés par les tirs désordonnés, sans parler du coût des balles elles-mêmes, le prix de l'une d'elles variant entre 1,500 et 3,000 LL.

L'utilisateur de l'arme bafoue le prestige de l'État en violant ses lois. D'autant que le plus souvent, il cherche à travers l'utilisation de son arme à montrer sa force, alors qu'en réalité il ne fait que confirmer sa faiblesse et son incapacité à s'exprimer de façon civilisée, en ayant recours à cette pratique qui remonte à près de 8.000 ans avant Jésus-Christ. C'est un peu comme si la cacophonie et le bruit des armes restent le moyen le plus simple et bruyant d'exprimer la joie ou la tristesse, au lieu d'utiliser les arts et les mots. Une fois tirée, la balle peut tuer un homme ou un animal ou encore causer un handicap permanent ; elle peut aussi incendier une voiture ou une station d'essence ; atteindre une maison ou une pierre, briser des plaques d'énergie solaire, des tentes en plastique ou des réservoirs d'eau... pour ne citer que ces dégâts matériels.

On peut ignorer l'ampleur des dégâts causés, mais on ne peut ignorer les dommages provoqués par une balle qui peuvent aller jusqu'à la mort. Si celui qui tire une balle accepte l'idée de tuer quelqu'un, il est donc un criminel potentiel et la société doit traiter avec lui sur cette base.

Sur le plan juridique, avec l'amendement n°71 de 2016, la loi a été adaptée à ces crimes. Désormais, celui qui tire d'une arme à feu, qu'il soit doté ou non d'une licence, est passible d'une peine minimale de six mois de prison en plus d'une amende équivalente à huit fois le salaire minimum. L'arme sera aussi confisquée et il ne pourra plus obtenir une licence de port d'armes, durant toute sa vie ; cette peine sera alourdie proportionnellement à l'ampleur des

dommages causés par son acte. Mais il faut préciser que le comportement des gens n'est pas seulement dicté par une loi. Il est aussi tributaire de la culture de la société. Il s'agit donc de faire prendre conscience aux gens de la responsabilité de leurs actes. C'est dans ce cadre qu'il faut inculquer aux gens la culture du règlement des conflits par les moyens pacifiques, loin de toute violence.

Il faut donc que toutes les parties s'investissent pour lutter contre ce phénomène des balles perdues et de l'utilisation désordonnée des armes. Dans ce contexte, le pouvoir exécutif devrait revoir la loi sur les armes et les munitions, publiée dans le cadre d'un décret législatif datant de 1959. Les motivations de l'amendement sont multiples. D'autant que le Liban est passé par une guerre civile entre 1975 et 1990, qui a introduit les armes dans chaque maison. Le Liban occupe aujourd'hui la neuvième place dans la liste des pays où les civils possèdent le plus d'armes, selon la classification des armes légères.

Le Liban pourrait aussi profiter de plusieurs mécanismes internationaux pour accompagner l'évolution dans le monde. Pour en citer quelques-uns, il y a le programme des Nations Unies pour lutter contre le trafic illégal des armes légères, sous tous ses aspects et l'arrêter, la Convention pour le trafic d'armes, le Protocole des armes à feu et l'accord international pour la poursuite du trafic d'armes. La loi a donc pour objectif de faire évoluer et d'organiser la dissuasion et la sanction. Il ne s'agit pas seulement pour le pouvoir exécutif de faire appliquer la loi par le biais des services de sécurité, notamment les FSI. Il doit aussi impliquer d'autres ministères, comme celui de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur, de la Santé, de l'Information et d'autres. Les autres composantes de la société ont aussi un rôle à jouer dans ce domaine, comme les associations, les partis politiques, les institutions religieuses et médiatiques, les écoles, les universités, les municipalités, les moukhtars, les syndicats et le secteur privé dans son ensemble. Il s'agit de forger une culture de société à ce sujet.

La responsabilité est donc collective et tout le monde est concerné par l'application de la loi et par l'éducation de la société. La maison doit ainsi être un lieu sûr pour la famille et préservée des armes, si celles-ci ne sont pas nécessaires à la protection.



Dans le cas contraire, elles doivent rester cachées, loin des membres de la famille. Elles ne doivent pas non plus être exhibées, surtout qu'elles peuvent alors être utilisées dans un moment de colère et aboutir à des conséquences que nul ne souhaite. Il faut aussi éviter d'utiliser les armes pour exprimer la joie ou la tristesse. Il y a d'autres moyens plus civilisés pour le faire. Il faut également apprendre aux enfants à ne pas s'approcher des armes et à ne pas les toucher, car elles constituent un danger pour eux. A plus forte raison, il faut les éduquer à ne pas jouer avec les armes. Surtout les enfants. En plus de tout cela, il faut travailler pour amender la loi qui aborde ce sujet et coopérer tous ensemble pour l'appliquer.

Le chaos dans la détention des armes et dans leur utilisation entraîne des catastrophes pour les sociétés, partout dans le monde. Le Liban n'est donc pas à l'abri de ce phénomène. Les pays évolués ont réussi à le contrôler et le Liban devrait suivre leur exemple. Il devrait faire son devoir pour contrôler le phénomène et l'endiguer, sans nécessairement désarmer tout le monde. Le Liban peut devenir ainsi un modèle pour les pays de la région. La question n'est pas de retirer les armes ou de les maintenir dans ce désordre. Il s'agit d'organiser le secteur et de le contrôler. Cela peut se faire sous le titre « Que les armes restent à leur place ! ». Il ne s'agit certes pas d'une opération facile, mais il ne s'agit pas non plus d'une mission impossible. Notre réussite sera certaine si nous sommes convaincus de l'importance de cette cause humaine, morale et juridique. Notre réussite sera assurée si nous parvenons aussi à l'isoler de la politique, pour la placer dans le contexte de la sécurité humaine et elle seule.

* Président du Mouvement de la paix permanente et conseiller du Premier ministre pour les questions de sécurité humaine

Bibliographie : al-Balad 3 octobre 2004 ; al-Bayrak 28/8/2003 ; an-Nahar 6 août 2003 ; Lebanon Debate 29/12/2017 ; Enfé pour les informations 13/6/2018 ; ANI 18 avril 2017 ; al-Balad 3 janvier 2004 ; al-Mostaqbal 26 avril 2011 ; Lebanon Debate 29/12/2017 ; LBCL 6 août 2018 ; al-Modon 10 septembre 2017 ; LBCL 14 août 2018.





Des restes humains

Ghassan Ismaïl, artiste peintre

C'est cette âme qui a tellement goûté au plus amer de la vie, qu'il en reste si peu. Tous souhaitent davantage de l'existence, tandis que par son terrible silence, elle boit à petites gorgées le calice de la douleur.



Implemented by:
KFW



Empowered lives.
Resilient nations.

Le projet du Pnud " La consolidation de la paix au Liban " œuvre depuis 2007 pour le renforcement de la compréhension mutuelle et la promotion de la cohésion sociale, en abordant les causes profondes du conflit au Liban. Le projet a aussi travaillé récemment sur le traitement de l'impact de la crise syrienne sur la stabilité sociale au Liban.

Le projet soutient les différents groupes, allant des dirigeants et acteurs locaux, aux éducateurs, journalistes, jeunes et militants de la société civile, dans le développement de stratégies à moyen et à long terme visant la consolidation de la paix, la gestion des crises et la prévention des conflits.

Pour plus d'informations:

Le Projet « La consolidation de la paix au Liban »
Immeuble Arab Bank, 6^e étage, Rue Riad El Solh,
Nejmeh, Beyrouth - Liban

Telephone: 01- 980 583 or 70-119160



#PeaceBuildinginLebanon

www.lb.undp.org/PBSupplement

Conçu par:

Omar Harkous
Hassan Youssef

Traduit par:

Fady Noun, Scarlett
Haddad, Nada Merhi,
Susanne Baaklini, et
Tilda Abou Rizk

Edition et révision:

Gaby Nasr